

Mascara

Deux individus arrêtés en possession de faux billets

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Affaire Tahkout

Ministres et hauts cadres devant la justice

Les jugements et les arrestations de personnalités politiques et du monde des affaires se poursuivent. Avant-hier, c'est l'affaire Tahkout qui a atterri devant la justice.

Page 3



Crimes de guerre perpétrés au Sahara occidental occupé

Les associations de la communauté sahraouie en France dénoncent



Les associations de la communauté sahraouie en France et dans les pays du Nord ont dénoncé la poursuite par l'occupation marocaine de la perpétration de crimes de guerre au Sahara occidental, réclamant la poursuite des personnes impliquées dans ces actes criminels devant les tribunaux internationaux compétents.

Les associations ont appelé à l'impératif de redoubler de vigilance sur la situation catastrophique des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et à élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme, a indiqué un communiqué de ces associations.

Réitérant leur appel à toutes les organisations des droits de l'homme pour faire pression sur la communauté internationale, particulièrement la France et leur faire imputer la pleine responsabilité des formes de répression systématique et dangereuse subies par la région, des formes de répression classées par le droit international humanitaire parmi les crimes de guerre, les associations de la diaspora sahraouie ont souligné la nécessité de veiller à ouvrir les territoires occupés du Sahara occidental aux observateurs et à la presse internationale pour constater les crimes odieux perpétrés contre les civils sans défense, notamment les activistes des droits de l'homme et les journalistes.

Elles ont salué, par ailleurs, la résistance du peuple sahraoui dans les villes occupées et le sud du Maroc, réitérant leur solidarité immuable et inconditionnelle avec la résistance nationale jusqu'au recouvrement de la liberté et de l'indépendance du peuple sahraoui. Samedi, les autorités d'occupation marocaine avaient arrêté et interdit à un groupe d'activistes et de défenseurs des droits de l'homme de se rendre de Laâyoune occupée à la ville de Smara pour rendre visite à Salah Lebsir, un détenu politique sahraoui libéré. Vendredi, les forces de l'occupant marocain avaient arrêté quatre jeunes Sahraouis qui tentaient de se rendre au domicile de Salah Lebsir.

Page 4

Présidence de la République

Nominations et fins de fonction

Page 3



Ils demandent le logement et l'aménagement urbain

Des citoyens expriment leur colère dans différentes wilayas

Des citoyens, dans différentes wilayas du pays, ont exprimé des revendications sociales et ont demandé l'amélioration de leurs conditions de vie. Leur colère a été diversement exprimée.



Par Massi S.

A Tiaret, un groupe de postulants au logement public locatif figurant dans une liste additive de la commune de Sougueur a bloqué lundi la RN 23 pour revendiquer des attributions de logements sans réexaminer leurs dossiers, a-t-on appris des services de la daïra de Sougueur.

Entre 30 et 40 personnes dont les noms figurent sur la liste de réserve d'un quota de logements publics locatifs distribués progressivement durant les mois derniers, ont bloqué la RN 23 pour réclamer un tirage au sort pour le choix des logements et étages sans soumettre leurs dossiers de nouveau à l'examen. Les services de la daïra de Sougueur ont affirmé que la liste sera réexaminée pour s'assurer d'aucun changement de situation des postulants en accordant la priorité aux méritants qui remplissent les condi-

tions requises, comme cela a été convenu lors d'une réunion avec des représentants des protestataires.

Le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi), Abdelaziz Naït, a fait savoir qu'un projet de 220 logements publics locatifs en cours de réalisation à Sougueur a atteint un taux d'avancement de 80%.

Aussi, des dizaines de citoyens du lotissement d'habitat rural de la partie ouest de la commune de Naâma ont observé, lundi, un sit-in devant le siège de la wilaya, revendiquant le lancement des travaux supplémentaires d'aménagement urbain.

Un représentant des protestataires, Hammami Mohamed a indiqué que l'éclairage public est inexistant dans ce lotissement où ils habitent depuis 2016, nonobstant les coupures répétées du courant électrique qui les préoccupent surtout avec la prolifération des scorpions en début d'été,

l'absence de toute opération de désinsectisation, le non-achèvement des travaux d'aménagement urbain, le retard dans le raccordement de certains foyers au réseau d'assainissement et le revêtement des chaussées et la défaillance dans la collecte d'ordures par les services communaux. En réponse à ces préoccupations, le vice-président de l'APC de Naâma, Moussaoui Mohamed, a signalé le lancement d'avis d'appel d'offres pour la concrétisation de plusieurs opérations aux cités de ce lotissement dans les prochaines semaines dont la réalisation d'une école primaire, le bitumage des routes, la réfection des trottoirs et la fourniture de l'éclairage public.

Le même élu a fait part de la réparation de la panne de l'échangeur électrique pour la mise en service de l'éclairage public à la cité des 599 habitations rurales dont les résidents peinent dans l'obscurité et ont besoin de projets de développe-

ment supplémentaires.

Dans la ville de Khenchela, les habitants de la cité Ezzouhour ont bloqué lundi la route pour réclamer des travaux d'aménagement urbain et l'éclairage public.

Les protestataires ont dressé des barricades sur le chemin de CW 4 demandant la présence du président de l'Assemblée populaire communale pour lui soumettre leurs préoccupations. «Depuis plus de 10 ans, aucune action d'aménagement n'a été entreprise dans la cité», a indiqué Mohamed Chekhab, qui dit représenter les résidents.

Les habitants demandent également, a-t-il ajouté, la pose de ralentisseur sur le CW 4 vers Ain Beida, notamment après le décès d'un enfant qui a été fauché, la semaine dernière, par une voiture roulant à grande vitesse alors qu'il traversait la chaussée.

L'APS a tenté, en vain, et à plusieurs reprises de joindre par téléphone le président de l'APC.

M. S.

Une première depuis 1997 Une délégation du FFS reçue au siège du RCD

Par Rachid Chihab

Poursuivant ses consultations politiques en vue de préparer la conférence de concertation, une délégation du Front des forces socialistes (FFS), conduite par le Premier secrétaire du parti, Hakim Belahcel, a été reçue hier en début d'après-midi, au siège du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), par le président, Mohcine Bellabbès.

La délégation du FFS est allée voir le RCD pour lui expliquer sa démarche visant à unifier les points de vues des partis politiques de l'opposition et les organisations de la société civile autonomes en vue de s'adresser en commun au pouvoir.

A noter que c'est la deuxième fois, depuis l'instauration du pluralisme politique dans le pays, en février 1989, que les deux partis se rencontrent. La première rencontre remonte au mois de novembre 1997.

Souvent, ces deux formations politiques fortement implantées en Kabylie s'échangent des accusations et se livrent des batailles médiatiques, notamment pendant les périodes des campagnes électorales.

Sur le même ordre d'idées, le FFS a annoncé, dans un communiqué, avoir rencontré le directeur de campagne électorale de Hocine Aït Ahmed en 1999, Djamel Zenati. Dans le cadre des consultations politiques engagées par notre parti en perspective d'organiser une conférence nationale de dialogue et de concertation, le premier secrétaire national, Hakim Belahcel, et le coordinateur du comité d'éthique du parti, Yekhlaf Bouaïchi, ont reçu aujourd'hui au niveau du siège fédéral du FFS à TIZI Ouzou, le camarade Djamel Zenati, directeur de campagne électorale de feu Hocine Aït Ahmed lors des élections présidentielles de 1999, indique un communiqué du parti.

Selon la même source, les discussions ont exploré la situation politique du pays, les perspectives de sortie de crise et le processus de transition démocratique. «Le camarade Djamel Zenati a réitéré son attachement sans faille au FFS et à ses valeurs et son engagement à contribuer activement dans le travail amorcé par notre parti», note le document.

R. C.

Institut national de cartographie et de télédétection

Acquisition d'une caméra numérique de nouvelle génération

L'Institut national de cartographie et de télédétection (Inct) sera doté prochainement d'une caméra numérique sophistiquée appelée Digital Mapping Camera 3 ou caméra de cartographie numérique permettant plus de précision et une haute résolution dans divers lieux et à n'importe quel moment de la journée, a-t-on appris lundi de l'Etablissement régional de la cartographie et de la télédétection d'Oran.

Le lieutenant Ahmed Laâroussi, chef du département administration et finances à l'Etablissement régional de la cartographie et la télédétection d'Oran, structure affiliée à l'Inct, a déclaré, à la presse en marge du coup d'envoi de portes ouvertes sur les systèmes d'informa-

tion géographiques (SIG) qui se tiennent jusqu'au 12 juin en cours au Centre territorial d'information de la 2^{ème} Région militaire d'Oran, que sa structure tirera profit prochainement de cette technologie avec plus de prises de vue sur le terrain. A l'aide de cette caméra numérique, il est possible de prendre des images du sous-sol et dans une forêt dense, de jour comme de nuit, avec netteté et précision, a-t-il expliqué. Cette caméra de dernière génération DMC dont vient de bénéficier l'Inct permet des prises de vue aériennes et un montage de photos à partir d'un avion dont dispose l'Institut, a ajouté le même interlocuteur. L'Inct utilisait auparavant une caméra analogique appelée (RMK) avant d'acquérir un 2^{ème} appareil (DMC2),

qui est une caméra numérique répondant à un large éventail d'applications, avec un grand potentiel en couleurs et plus précise, sauf que la DMC3 est un instrument qui fournit plus de détails sur le terrain avec une forte résolution d'images, imprégnant un «modèle numérique sur le terrain», a expliqué, à l'APS, le lieutenant Zadak Abdelaziz, cadre à l'Etablissement régional de cartographie et de télédétection d'Oran.

Dans son allocution d'ouverture lors de cette manifestation, le général-major Boucenna Saïd, chef d'état-major de la 2^{ème} Région militaire a insisté sur le grand intérêt qu'accorde le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) au domaine de l'informa-

tion géographique et le rôle stratégique qu'elle joue, notamment dans la collecte d'informations géographiques et la fourniture de différentes cartes aux Forces armées et instances civiles relevant des secteurs public et privé, notamment dans le domaine de la planification et l'étude de projets de développement. Pour sa part, le directeur de l'Etablissement régional de cartographie et de télédétection d'Oran, le capitaine Mimoun Djamel Eddine a souligné que cette activité constitue une opportunité pour se rapprocher davantage des opérateurs dans ce domaine, en plus de faire connaître les systèmes d'information géographique (SIG) et la valorisation de l'expérience d'accompagnement des opérateurs économiques

publics et privés en leur fournissant les données nécessaires en rapport avec l'espace géographique et la topographique.

Compte tenu du rôle important que revêt l'information en tant que facteur de croissance économique, l'Institut national de cartographie et de la télédétection, dont le siège est situé à Alger et qui relève de l'Armée nationale populaire (ANP), oeuvre à développer ses outils de travail avec la création de systèmes d'information géographique et la sécurisation de la base de données contribuant à une stratégie nationale dans le domaine de géolocalisation numérique qui englobe les voies et méthodes relatives à la production et l'offre d'informations.

R. K.

Affaire Tahkout

Ministres et hauts cadres devant la justice

Les jugements et les arrestations de personnalités politiques et du monde des affaires se poursuivent. Avant-hier, c'est l'affaire Tahkout qui a atterri devant la justice.



Par S. A. Mohamed

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a ordonné le placement de 19 personnes en détention provisoire dans l'affaire de Mahieddine Tahkout dans laquelle 45 personnes sont impliquées, a indiqué un communiqué rendu public hier par le procureur de la République près ledit tribunal. Notifié du dossier de l'affaire, le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed, après avoir entendu les prévenus lors de la première comparution, a décidé de placer 19 suspects en détention provisoire, sept autres sous contrôle judiciaire et de remettre 19 suspects en liberté, a précisé la même source, relevant que six personnes morales en lien avec les activités du principal suspect ont été également accusées dans cette affaire. Les personnes poursuivies pénalement

sont Tahkout Mahieddine, son fils et deux de ses frères, en sus de 38 fonctionnaires de différentes administrations publiques et services ministériels et trois salariés d'entreprises appartenant à Tahkout, a fait savoir la même source. Concernant les neuf personnes restantes et compte tenu de leur fonction à la date des faits, il a été décidé de transmettre le volet de leur dossier au procureur général près la cour d'Alger «pour prendre les mesures nécessaires à leur encontre». Il s'agit d'un ancien Premier ministre, deux anciens ministres, un ministre en exercice, cinq anciens walis et deux walis en exercice, poursuit le communiqué. Ces personnes sont poursuivies, ajoute la même source, pour blanchiment d'argent, transfert de biens obtenus par des faits de corruption à l'effet d'en dissimuler la source illicite dans le cadre d'un groupe criminel, incitation d'agents publics à exploiter leur influence effective

et supposée dans le but de bénéficier d'indus privilèges, bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises et institutions publiques de droit public et des entreprises économiques publiques ou des établissements à caractère industriel et commercial (Epic) durant l'établissement de contrats et marchés à l'effet d'augmenter les prix et de modifier, en leur faveur, la qualité des matières, services et approvisionnement. Retenues contre les prévenus au terme de l'enquête préliminaire diligentée par la section des recherches de la Gendarmerie nationale d'Alger sur instruction du procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, ces charges portent, en outre, sur la dilapidation de deniers publics, abus de pouvoir volontaire à l'effet d'accorder d'indus privilèges en violation des lois et réglementations, conflit d'intérêts avec violation des procédures en

vigueur en matière de marchés publics basées sur les règles de la transparence, de la concurrence honnête et de l'objectivité, outre la conclusion de contrats, de marchés et d'avants en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur à l'effet d'octroyer des avantages injustes à autrui. Le procureur de la République avait entendu, depuis dimanche dernier, 56 personnes dans le cadre de cette affaire. L'ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia et l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh, ont comparu également dimanche dernier devant le tribunal. Depuis plus de deux mois, la justice a convoqué de nombreux responsables dans le cadre d'enquêtes sur des affaires de corruption et autres. Les hommes d'affaires Ali Haddad, Issad Rebrab et Kouninef croupissent actuellement à la prison d'El Harrach.

S.A.M.

Pour sortir de la crise politique

Le SG du FLN réitère l'appel à un dialogue constructif

Le secrétaire général (SG) du parti du Front de libération nationale (FLN), Mohamed Djemaï, a réitéré, lundi à Alger, l'appel à «un dialogue constructif» pour sortir de la crise politique que traverse le pays avec la participation de toutes les forces politiques et représentants de la société civile.

Intervenant lors d'une cérémonie en l'honneur des cadres du parti à l'occasion de l'Aïd El Fitr, M. Djemaï a indiqué que la position ferme du FLN vis-à-vis de la crise que vit l'Algérie pour «la contribution à rechercher de solutions garantissant la pérennité de la République à travers le dialogue constructif dans le cadre de la Constitution», appelant «l'ensemble des partis politiques, des organisations, des associations et des jeunes du «hirak» à prendre part à ce dia-

logue et à être aux côtés de la République algérienne».

Fustigeant les promoteurs d'une transition, «qui veulent faire revenir l'Algérie en arrière et effacer d'un revers les pas franchis jusque-là sur le chemin de la construction démocratique», M. Djemaï a appelé au «dialogue pour permettre au peuple d'être le dépositaire de la souveraineté à travers les urnes et des élections transparentes et régulières».

Dans le même sillage, le SG du FLN a mis en garde contre des parties «craignant les élections et qui tentent d'infiltrer le «hirak» populaire, qui affiche chaque semaine, de nouvelles revendications».

S'adressant aux militants de son parti, M. Djemaï les a exhortés à «se mobiliser autour de l'Institution militaire et à suivre son

exemple», saluant sa clairvoyance, sa patience, son patriotisme et son amour pour l'Algérie. Il a mis en avant, en outre, son accompagnement aux revendications légitimes du peuple algérien.

Abordant la situation du parti, M. Djemaï a invité l'ensemble des anciens décideurs, secrétaires généraux et militants à le soutenir et à bannir «les tiraillements internes», affirmant que «la main du FLN demeurera «tendue» à toutes les compétences nationales, notamment à la lumière des menaces qui guettent l'Algérie».

A ce propos, le SG du FLN a mis en garde contre «les parties qui tentent de scinder le parti, voire entraver son action», assurant que la nouvelle direction «ne permettra jamais de voir diviser le FLN».

R. N.

Présidence de la République Nominations et fins de fonction

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a procédé lundi à plusieurs nominations et mis fin à des fonctions dans le secteur de la justice, selon un communiqué de la Présidence de la République. La Présidence de la République a précisé dans son communiqué que «le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a procédé lundi 10 juin 2019 à la nomination de MM Abderrachid Tabi, premier président de la Cour suprême. Abderrahim Madjid, procureur général près la Cour suprême. Bitam Abdelmadjid, directeur général des ressources humaines au Ministère de la Justice. Hamdane Abdelkader, inspecteur général au Ministère de la Justice, Djaïr Abdelhafid, directeur général des affaires judiciaires et juridiques au Ministère de la Justice.

Gasmi Djamel, président de la Cour d'Alger. Le chef de l'Etat a mis fin, par ailleurs, aux fonctions de Mme Boukharsa Fatiha en tant que présidente de la Cour de Tipasa. M. Melak Abdellah en tant qu'avocat général près la Cour suprême.

Par ailleurs, Derouas Bachir a été nommé lundi au poste de directeur général de l'Office national des oeuvres universitaires (Onou) en remplacement à M. Bouklikha Farouk, a annoncé la Présidence de la République dans un communiqué.

Faut-il aussi signaler que le P-DG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a procédé lundi à Alger à l'installation des nouveaux P-DG de Tassili Airlines et Naftal, respectivement, MM. Adel Cherouati et Belkacem Harchaoui.

M. Cherouati qui vient remplacer M. Harchaoui à la tête de Tassili Airlines, occupait auparavant les fonctions de directeur commercial et directeur de Fret au sein de la compagnie aérienne filiale de Sonatrach.

Quant à M. Harchaoui, il occupait par le passé les fonctions de directeur de Branche carburants au sein de Naftal, avant d'être nommé P-DG de Tassili Airlines en 2015.

R. L.

Le groupe des indépendants valorise l'appel de l'Institution militaire au dialogue

Le Groupe parlementaire des indépendants à l'Assemblée populaire nationale (APN) a valorisé lundi l'appel de l'Institution militaire au dialogue «sérieux et responsable», réitérant «son attachement à la stabilité nécessaire des institutions de la République».

«Nous réitérons notre attachement à la stabilité nécessaire des institutions de la République et nous valorisons l'appel de l'Institution de l'Armée nationale populaire (ANP) au dialogue sérieux et responsable», a indiqué le Groupe parlementaire dans un communiqué portant la signature de son président, Lamine Osmani.

Affirmant «se tenir loin des calculs partisans étroits qui entravent les solutions objectives à la crise que traverse actuellement le pays, et qui nécessite la conjugaison des efforts de tout un chacun, sans exclusive, pour la surmonter», le Groupe des indépendants réaffirme que «l'intérêt du pays et du peuple doit primer sur toute autre considération, aussi importante soit-elle».

A noter que l'Institution militaire plaide, depuis le début de la crise, pour un dialogue «sérieux et franc» devant faire des multiples revendications populaires réalisées jusque-là, «sa base et son point de départ».

T. F.

Crimes de guerre perpétrés au Sahara occidental occupé

Les associations de la communauté sahraouie en France dénoncent

Les associations de la communauté sahraouie en France et dans les pays du Nord ont dénoncé la poursuite par l'occupation marocaine de la perpétration de crimes de guerre au Sahara occidental, réclamant la poursuite des personnes impliquées dans ces actes criminels devant les tribunaux internationaux compétents.



Les associations ont appelé à l'impératif de redoubler de vigilance sur la situation catastrophique des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et à élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme, a indiqué un communiqué de ces associations.

Réitérant leur appel à toutes les organisations des droits de l'homme pour faire pression sur la communauté internationale, particulièrement la France et leur faire imputer la pleine responsabilité des formes de répression systématique et dangereuse subies par la région, des formes de répression classées par le droit international humanitaire parmi les crimes de guerre, les associations de la diaspora sahraouie ont souligné la nécessité de veiller à ouvrir les territoires occupés du Sahara occidental aux observateurs et à la presse internationale pour constater les crimes odieux perpétrés contre les civils sans

défense, notamment les activistes des droits de l'homme et les journalistes.

Elles ont salué, par ailleurs, la résistance du peuple sahraoui dans les villes occupées et le sud du Maroc, réitérant leur solidarité immuable et inconditionnelle avec la résistance nationale jusqu'au recouvrement de la liberté et de l'indépendance du peuple sahraoui. Samedi, les autorités d'occupation marocaine avaient arrêté et interdit à un groupe d'activistes et de défenseurs des droits de l'homme de se rendre de Laâyoune occupée à la ville de Smara pour rendre visite à Salah Lebsir, un détenu politique sahraoui libéré. Vendredi, les forces de l'occupant marocain avaient arrêté quatre jeunes sahraouis qui tentaient de se rendre au domicile de Salah Lebsir.

Il convient de rappeler que les forces de l'occupant marocain imposent un blocus répressif intense sur la ville occupée de Smara, parallèlement à la libération du déte-

nu politique sahraoui, Salah Abdallah Lebsir.

Devant cette situation, le Front Polisario s'est adressé à plusieurs instances onusiennes sollicitant leur intervention en vue de mettre un terme à la brutalité de l'occupation marocaine et à la politique d'impunité.

«La patience et la confiance de notre peuple sahraoui dans le processus de paix des Nations unies s'épuisent de jour en jour, tant que rien n'est entrepris, dans les plus délais, pour remédier à la situation», a mis en garde le Front Polisario par le truchement de son représentant auprès de l'ONU dans des écrits adressés à M. Clin Stewart, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, aux sous-secrétaires adjoints de l'ONU en charge des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix, ainsi qu'aux membres du Conseil de sécurité.

«Il est devenu impératif que l'ONU, par le biais de sa mission sur le terrain, prenne les

mesures nécessaires pour mettre un terme aux brutalités et l'impunité des autorités marocaines qui continuent de violer les droits fondamentaux des civils sahraouis dans les territoires occupés», a affirmé le diplomate sahraoui.

R. I.

Pendant les conflits armés Le CICR appelle les pays africains à protéger leurs populations

Une responsable du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr) a demandé lundi aux pays africains de veiller à la protection de leurs populations en période de conflit armé, quelles que soient leurs opinions politiques. Les attaques contre les femmes, les enfants ainsi que d'autres civils sont «inacceptables», a indiqué la directrice du droit international et des politiques humanitaires du Cicr, Helen Durham, appelant les gouvernements à remplir leurs obligations en vertu du droit international humanitaire (DIH), de former les militaires et de faire comprendre aux civils que même les guerres ont des limites. Elle s'exprimait lors d'une conférence de presse à l'occasion de la 5^{ème} Conférence du droit international humanitaire de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge du Commonwealth, qui s'est ouverte lundi à Kigali. Plus de 150 délégués de plus de 35 pays du Commonwealth y assistent. Les participants discuteront de la lutte contre les violations graves du DIH, en particulier la mise en oeuvre des conventions de Genève, et échangeront des informations sur la mise en oeuvre par chacun de ces conventions. Tous les pays du Commonwealth doivent renforcer leur collaboration continue pour assurer la protection des victimes des conflits armés, a déclaré Steve Malby, chef du Bureau du Commonwealth pour la réforme de la justice civile et pénale, à l'ouverture de la conférence. K. N.

Boukadoum s'entretient à New York avec le SG de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu lundi avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à l'occasion d'une visite d'adieu qu'il a effectuée à New York. Les deux responsables ont évoqué des questions régionales et internationales ainsi que la coopération de l'Algérie avec l'organisation onusienne, a indiqué une source diplomatique à l'APS.

Au cours de son séjour à New York, le ministre a eu également un entretien avec la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU, Mme Maria Fernanda Espinosa Garcés, et rencontré son homologue tunisien, Khemaies Jhinaoui. A cette occasion, M. Boukadoum a exprimé ses félicitations à M. Jhinaoui après l'élection de la Tunisie comme membre non permanent au sein du Conseil de sécurité, selon un tweet posté par la mission de l'Algérie à l'ONU. H. T.

Libye

L'ONU renouvelle pour un an l'embargo sur les armes

L'ONU a renouvelé lundi pour un an une opération européenne chargée du contrôle de l'embargo sur les armes pour la Libye, où des livraisons d'armements sont signalées depuis deux mois, sans cependant prévoir de moyens supplémentaires pour renforcer son action.

Une résolution en ce sens a été adoptée à l'unanimité des 15 membres du Conseil de sécurité. Membres non permanents, l'Afrique du Sud et la Belgique ont déploré que des armes continuent d'arriver en Libye «par voie maritime et terrestre».

Plusieurs pays se sont toutefois félicités de l'opération militaire européenne Sophia de lutte contre les trafics d'armes et de pétrole en Libye prolongée de 12 mois.

Lancée en 2015 à l'origine pour lutter contre les réseaux de passeurs, le mandat de

l'opération militaire européenne avait été prolongé fin mars par l'Union européenne de six mois jusqu'au 30 septembre 2019. Mais avec une «suspension temporaire du déploiement des moyens navals de l'opération» en raison du refus de l'Italie, qui commande Sophia, de laisser débarquer dans ses ports les migrants recueillis en mer.

Selon la France, même sans navires, «l'opération Sophia garde un rôle important pour la stabilisation de la Libye». «Son caractère dissuasif limite les violations de l'embargo sur les armes et réduit les flux d'armes qui continuent de transiter par la voie maritime», a affirmé l'ambassadrice française adjointe, Anne Gueguen.

«Si les moyens maritimes de l'opération ont été suspendus temporairement, l'opération Sophia a recentré son action et demeure

active pour mettre en oeuvre» son mandat «à travers son action de formation des garde-côtes libyens» et par «ses moyens aériens pour recueillir du renseignement et des informations nécessaires au maintien de l'embargo sur les armes», a-t-elle précisé.

Selon son homologue allemand, Juergen Schulz, la livraison d'armes en Libye est le principal obstacle à un retour à un processus politique dans le pays. «Il est temps de redoubler d'efforts pour assumer nos responsabilités et... trouver les moyens d'appliquer réellement l'embargo sur les armes», a-t-il dit.

A la mi-avril, la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, en demandant aux Etats de l'UE de renvoyer des navires militaires en Méditerranée, avait estimé que «sans navires, Sophia n'était pas à même de remplir sa mission». T. L.

Gaz naturel

L'Algérie va livrer 2,5 milliards de m³/an au Portugal

Sonatrach et la Société pétrolière et gazière portugaise Galp Energia ont signé des accords portant sur l'approvisionnement en gaz naturel algérien du marché portugais pour un volume de 2,5 milliards de m³ par an, a indiqué hier, la compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué.



En vertu de ces accords, la compagnie nationale des hydrocarbures, Sonatrach et le portugais, Galp, prolongent d'une durée de 10 années supplémentaires leur partenariat historique.

Pour Sonatrach, ces accords permettent de renforcer sa position de fournisseur majeur de la péninsule ibérique.

A rappeler que les deux compagnies sont liées par un contrat de vente et d'achat de gaz naturel depuis 1994.

Pour rappel, toutes les exportations de gaz algérien vers l'étranger à long terme sont régies par des contrats d'approvisionnement soumis

au principe du «Take or Pay», avait expliqué récemment Sonatrach dans une note dont l'APS avait reçu une copie.

En vertu du principe «Take or Pay», l'acheteur est tenu de prendre livraison et de payer la quantité contractuelle ou de payer ladite quantité en cas de défaut d'enlèvement, a précisé la compagnie nationale des hydrocarbures dans son document.

Ces contrats et leurs amendements, explique le groupe, sont soumis à une procédure d'approbation comprenant en premier lieu l'accord des organes sociaux de l'entreprise (Conseil d'administration de Sonatrach) puis celui des

autorités compétentes (approbation du ministère de l'Energie).

«Toutes les exportations (GN et GNL) sont strictement encadrées par les réglementations en vigueur», a souligné la même source, ajoutant qu'elles font l'objet d'une double déclaration douanière: la première est faite par Sonatrach au niveau des Douanes algériennes et la seconde est faite par le client au niveau des douanes du pays de destination.

La déclaration en douane (dossier d'exportation) faite par Sonatrach auprès des Douanes algériennes comprend les informations relatives au client, le prix, la

quantité, la date de livraison, le navire/gazoduc et à la facture domiciliée.

La note de Sonatrach rappelle qu'en 2018, les exportations de gaz se sont élevées à 51,5 milliards de m³ dont 75% par gazoduc et 25% sous forme de GNL.

La première destination du gaz algérien reste le marché européen, essentiellement l'Italie (35%), l'Espagne (31%), la Turquie (8.4%) et la France (7.8%).

Actuellement, le groupe Sonatrach est classé 8^{ème} exportateur mondial de gaz naturel liquéfié au niveau mondial avec une capacité de total nominale de liquéfaction de l'ordre de 34 milliards de m³ par an.

Bilal L.

Le pétrole recule face aux incertitudes sur l'accord de l'Opep

Les cours du pétrole ont fini en baisse lundi, les investisseurs faisant preuve de prudence face aux incertitudes sur l'avenir de l'accord entre l'Opep et ses partenaires et sur les relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a cédé 1 dollar pour clôturer à 62,29 dollars à Londres.

A New York, le baril de WTI pour le contrat de juillet a lâché 73 cents pour finir à 53,26 dollars. Malgré un rebond en fin de semaine dernière, les prix du pétrole restent en très forte baisse par rapport aux sommets atteints fin avril, les investisseurs s'inquiétant d'un affaiblissement de la croissance mondiale et d'une hausse des stocks américains.

Dans ce contexte, et alors que le premier producteur mondial, les Etats-Unis, pompe à un niveau record, l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avec d'autres pays pétroliers prend une importance particulière.

Alors que les prix du pétrole poursui-

vaient leur chute la semaine dernière, les ministres de l'Energie de ces pays producteurs ont tenté de rassurer le marché, «avec, comme d'habitude, le ministre saoudien Khaled al-Faleh en première ligne», a commenté Stephen Brennock, analyste chez PVM.

Lundi, M. Faleh a rencontré son homologue russe, Alexandre Novak, pour débattre de la nécessité de poursuivre l'accord de baisse de la production au-delà des six premiers mois de l'année.

Les producteurs russes sont plus nerveux que ceux du Moyen-Orient à l'idée de limiter volontairement leurs extractions, au risque de perdre des parts de marché au profit des Etats-Unis.

«Il existe actuellement de grands risques de surproduction», a cependant constaté M. Novak après la rencontre.

«Nous devons tout analyser pour prendre une décision équilibrée en juillet», a-t-il ajouté.

La prochaine réunion de l'Opep+ est officiellement toujours prévue pour la

fin du mois de juin, mais la Russie a demandé à ce qu'elle soit reportée.

«La chute des cours du pétrole ces dernières semaines a probablement rendu plus facile la décision de renouveler leur accord», a souligné Andy Lipow, du cabinet Lipow Oil Associates.

Les cours ont aussi reculé lundi selon lui «sous la pression des incertitudes entourant les négociations commerciales entre les Etats-unis et la Chine».

Le président américain Donald Trump a en effet prononcé lundi une violente diatribe contre les pratiques de Pékin et lancé un ultimatum à son homologue Xi Jinping, menaçant d'imposer de nouvelles taxes douanières si le tête-à-tête prévu avec Xi fin juin en marge du sommet du G20 à Osaka n'avait pas lieu.

Si cela se concrétisait, «cela pèserait encore un peu plus sur la croissance mondiale et, par ricochet, sur la demande en énergie», a commenté M. Lipow.

Reda A.

Importation des kits SKD Les Douanes entament l'application des quotas

■ La direction générale des Douanes algériennes a adressé une correspondance à ses services pour leur demander d'entamer l'application de la réduction de l'importation des kits SKD, utilisés dans le montage automobile, par une limitation de quotas, tel que décidé dernièrement par le gouvernement.

Dans sa correspondance, dont l'APS a obtenu une copie, la direction générale des Douanes précise que c'est le ministère de l'Industrie et des Mines qui lui a communiqué, au titre des nouvelles mesures de sauvegarde arrêtées par le gouvernement afin de réduire la facture des importations en SKD des véhicules automobiles, les quotas alloués pour l'année 2019, aux quatre constructeurs automobiles, dont les projets et les programmes de production (modèles) ont été validés par le Conseil national de l'Investissement (CNI).

A cet effet, le document, daté du 30 mai dernier, précise que le montant alloué à la SPA Renault-Algérie Production (RAP), pour cette année, est de 660 millions de dollars, dont 50% sont destinés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Concernant les modèles validés de ce concessionnaire franco-algérien, la correspondance cite la Renault symbole, la Clio 4 et la Dacia Sandero stepway.

Le montant alloué à la SARL Tahkout manufacturing company, a été plafonné, quant à lui, à 360 millions de dollars, dont 50% sont réservés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³. Les modèles validés par le CNI de ce concessionnaire sont: Hyundai Tucson, Santarém, Accent RB, Sonata, I10, I20, et Créta.

S'agissant du montant alloué à la SPA Sovac production, il a été plafonné à 600 millions de dollars, dont 50% sont réservés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³. Les modèles validés de ce constructeur algéro-allemand, sont le Caddy, la Golf, la Skoda octavia et la Seat Ibiza.

Enfin, le montant alloué à la SARL Gloviz (KIA) est 380 millions de dollars, dont 50% consacrés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Trois modèles sont validés au compte de ce constructeur algéro-sudcoréen: la KIA Rio, Cérato et la Picanto.

Pour rappel, l'Algérie a importé pour plus de 1,234 milliard de dollars de kits (CKD-SKD) destinés au montage automobile durant les quatre premiers mois de 2019, contre plus 1,025 milliard de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de près de 20,36%.

Le montant de l'importation des collections SKD utilisées dans le montage des véhicules légers a atteint 928,07 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 882,44 millions de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de 45,63 millions de dollars (+5,17%), a précisé la Direction des études et prospectives des Douanes (Depd).

Pour leur part, les importations de collections SKD, destinées au montage des véhicules de transport de personnes et de marchandises, ont également augmenté de plus de 100%, en atteignant 306,64 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 143,41 millions de dollars à la même période de comparaison en 2018, soit une hausse de 163,23 millions de dollars (+113,82%).

La poursuite de la hausse des importations des kits CKD/SKD, a incité le gouvernement à prendre des décisions pour limiter les importations afin de réduire le déficit de la balance des paiements et préserver les réserves de change. A noter, que le ministère de l'Industrie et des Mines ne s'est pas encore exprimé sur la correspondance qu'il avait envoyée aux quatre opérateurs activant sur le marché national du montage automobile. L'information sur l'existence de ce document a été donnée par les fabricants eux-mêmes.

En 2018, la facture globale d'importation des collections CKD/SKD destinées au montage de véhicules (de tourisme et utilitaires) et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 milliards de dollars en 2018, contre 2,2 milliards de dollars en 2017, en hausse annuelle de 1,53 milliard de dollars (+70%).

Le montage local des véhicules a réalisé une production de 4 500 véhicules industriels de 180 000 véhicules de tourisme en 2018, contre 110 000 véhicules de tourisme en 2017.

T. L.

Agriculture

Signature du cadre de la programmation par pays entre l'Algérie et la FAO

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a supervisé, lundi à Alger, les travaux de signature du 2^{ème} cadre de programmation par pays entre l'Algérie et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définissant les domaines de coopération entre les deux parties de 2019 à 2022.



Le programme conjoint requiert une enveloppe de quelques 10 millions USD définissant les domaines de coopération prioritaires entre la FAO et l'Algérie durant la période allant de 2019 à 2022 cadrant avec le programme du développement durable à l'horizon 2030.

A l'issue des travaux de signature, M. Omari a expliqué dans une déclaration, que parmi les priorités de ce programme figurent la réalisation du développement durable à travers le développement du secteur de l'agriculture, l'augmentation de la production et de la productivité agricole de façon durable, l'amélioration des chaînes de valeur agricoles et la pérennité des ressources naturelles et halieutiques, en accordant un intérêt particulier aux régions vulnérables à la lumière des change-

ments climatiques.

Le ministre a indiqué également que ce programme visait à aider les ressources humaines nationales veillant à son exécution, la valorisation des efforts des agriculteurs, des pêcheurs et des commerçants dans le cadre des engagements internationaux en vue de consolider la sécurité alimentaire et résorber la pauvreté. Se félicitant du rôle de l'Algérie et ses engagements à réaliser le développement durable de l'agriculture respectueuse de l'environnement à travers la réalisation des objectifs de développement du Millénaire (ODM) 2030, le ministre a cité «la consolidation de la coopération continue en vue de soutenir le potentiel professionnel, technique et scientifique pour une meilleure exploitation des richesses, des terres et des

forêts ainsi que la préservation de l'écosystème». A ce propos, il a rappelé l'initiative de l'Algérie «pionnière» dans la lutte contre la désertification à travers le projet du barrage vert, le renforcement et la valorisation des voies de modernisation des moyens et systèmes de production, outre l'exploitation rationnelle des richesses nationales.

Dans le même contexte, le ministre a mis en avant le rôle fondamental de la FAO dans le renforcement de la sécurité alimentaire à travers l'accompagnement scientifique et technique du développement de l'agroalimentaire en Algérie, d'autant que le secteur possède un tissu industriel solide susceptible de préserver la sécurité alimentaire et le développement des capacités productives et de la qualité, mettant en valeur le rôle de cette

organisation dans la promotion des exportations algériennes hors hydrocarbures.

De son côté, le représentant de la FAO en Algérie, Nabil Assaf, a mis l'accent sur l'importance de la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire des pays menacés par les guerres et la pollution, ayant entraîné le gaspillage des ressources énergétiques et des ressources en eaux.

Soulignant l'existence d'une coopération stratégique entre l'Algérie et la FAO qui la soutient dans son processus de développement afin de réaliser la sécurité alimentaire, M. Assaf a affirmé que l'Algérie disposait de ressources humaines et naturelles qui la qualifient à faire partie des pays agricoles au niveau mondial.

Parmi les missions du cadre de la programmation par pays figure la participation dans l'appui des programmes et des stratégies nationales à travers la présentation des meilleurs pratiques innovantes au monde.

Le cadre de la programmation par pays 2019-2022 vient sanctionner une série de consultations et de négociations entre le gouvernement algérien et la FAO, a indiqué M. Assaf. Il a été procédé à la coordination des travaux de ce programme commun entre la FAO et le ministère des Affaires étrangères avec la participation active des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de l'Industrie et des Mines, de l'Environnement et des Energies renouvelables, du Commerce, et des Ressources en eau.

Selon les explications des responsables de la FAO, le cadre de la programmation par pays reflète l'ensemble des projets et des activités choisis par les ministères et la FAO lors des différentes rencontres en fonction des plans et des priorités sectoriels, en prenant en considération les missions de la FAO et ses objectifs stratégiques.

Y. R.

Tipasa

Plusieurs carrières fermées en raison de leurs risques

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, a fait état, lundi à Alger, de la fermeture de plusieurs carrières dans la région de Chenoua, en raison des dangers qu'elles représentent sur l'environnement et les agglomérations avoisinantes.

En marge des travaux d'une journée d'information et d'évaluation sur la lutte contre la pollution, organisée dans le cadre de la célé-

bration de la journée mondiale de l'environnement, Mme Zerouati a relevé la fermeture, en coordination avec les autorités locales de Tipasa, de trois carrières dans la région de Chenoua, en raison des risques qu'elles représentent sur l'environnement et les agglomérations à proximité des sites d'exploitation.

Cette décision de fermeture a été prise après lecture des rapports des inspecteurs du ministère et compte tenu des réclamations des

citoyens, a fait savoir la ministre de l'Environnement. A cet effet, un recensement a été immédiatement lancé, avec le ministère de l'Industrie, du nombre des carrières à travers le territoire national, où des équipes d'inspection contrôlent les activités de ces entreprises et s'assurent de leur conformité aux normes et leur respect de l'environnement.

Plusieurs autres carrières ont été accompagnées et encadrées en vue de les mettre en conformité

aux normes de l'environnement en vigueur, à travers la garantie d'équipements moins polluants, a-t-elle ajouté.

A une question sur les réclamations des citoyens concernant des mauvaises odeurs qui se dégagent du Centre d'enfouissement technique (CET) de Hamici à Alger, Mme Zerouati a expliqué qu'une opération d'audit sera lancée, la semaine en cours, en collaboration avec la wilaya d'Alger, pour faire le point sur les déséquilibres et

defaillances à l'origine de ces odeurs, d'autant que le CET est doté d'équipements modernes.

L'audit permettra également de lancer une opération de recyclage de déchets dans ce centre, a-t-elle encore assuré, rappelant que seul l'Etat se charge jusqu'à présent de la gestion des déchets, et qu'un changement des comportements s'avère indispensable pour une meilleure exploitation et valorisation des déchets.

Reda A.

Pour lutter contre la pollution

Des spécialistes recommandent le GPL et l'exploitation des déchets

La généralisation des véhicules équipés de moteurs GPLc et l'exploitation des gisements énergétiques renouvelables, contribuent à préserver les réserves fossiles de l'Algérie et atteindre ses objectifs économiques et environnementaux, ont souligné des spécialistes en environnement et énergie.

S'exprimant en marge d'une rencontre d'information à l'occasion de la célébration, lundi, de la Journée mondiale de l'environnement, Hamza Merabet, chercheur au Centre de développement des énergies renouvelables (Cder), a plaidé pour une gestion «réfléchie» des déchets pour produire de l'énergie, notamment l'électricité et lutter contre la pollution

atmosphérique qui cause des pertes économiques.

Plus explicite, le chercheur préconise d'opter pour la «biomasse», une énergie alternative qui consiste, a-t-il expliqué, à «générer l'électricité grâce à la chaleur dégagée par la combustion de déchets» (ménagers) organiques et végétaux.

M. Merabet a fait savoir que l'Algérie pouvait produire de l'électricité à partir de déchets organiques, estimés à des 13 millions de tonnes et qui peuvent être exploités à des fins énergétiques.

Il considère qu'une «bonne» gestion des déchets ménagers pouvait diminuer la pollution atmosphérique et préserver les ressources énergétiques du pays.

Pour diminuer les effets de la pollution atmosphérique, l'intervenant a recommandé l'utilisation de véhicules à énergie électrique et à moteurs GPLc (Gaz de pétrole liquéfié), un carburant moins pollueur que le diesel et l'essence.

Pour sa part, le directeur général de l'Agence nationale des changements climatiques (Ancc), Abderrahmane Boukadoum, a affirmé que la pollution de l'air, première cause environnementale de décès dans le monde, engendre des «pertes économiques estimées à 100 millions de dollars à l'échelle mondiale».

M. Boukadoum qui a présenté une communication intitulée «Concilier la qualité de l'air et les enjeux climatiques»,

a plaidé, de son côté, pour la généralisation des véhicules équipés de moteur GPLc afin de diminuer les effets de la pollution atmosphérique.

«L'utilisation des énergies renouvelables contribue à diminuer les émissions de gaz à effets de serre», a fait remarquer le responsable de l'Ancc qui a rappelé les efforts du ministère de l'Environnement dans la lutte contre la pollution à travers le lancement des réseaux de surveillance de la qualité de l'air en milieu urbain.

Le renforcement des dispositifs de surveillance au niveau des unités industrielles fait partie également des mesures de lutte contre la pollution, a-t-il ajouté.

H. K.

Tlemcen

La campagne de cueillette de cerises bat son plein

La campagne de cueillette des cerises bat son plein à travers la wilaya de Tlemcen, notamment dans les zones où ce fruit juteux est très répandu à l'instar de Beni Smeil, Attar, Oued Lakhdar et Lalla Setti.



Ces villages, d'habitude très paisibles, connaissent, à partir de la fin du mois de mai et jusqu'à la fin de juillet, un va et vient incessant des commerçants qui viennent de toute l'Algérie et surtout du centre du pays pour s'approvisionner de ce fruit très prisé dont le prix reste cependant excessivement cher pour les consommateurs.

En effet, dès l'apparition de ce fruit sur les étals des commerces et marchés, son prix a dépassé 1 000 DA le kg. Même en pleine campagne, il n'a pas enregistré une baisse sensible, puisque cédé au détail au marché principal de Tlemcen entre 550 et 700 DA, ce qui est difficile à comprendre pour le consommateur.

Mohamed, père de famille trouve que c'est "inconcevable de vendre les cerises à ces prix quand on sait que la wilaya de Tlemcen est l'une des plus grandes productrices dans le pays alors que les bananes qui sont importées de loin coûtent actuellement 200 DA".

Pour les propriétaires des vergers, à l'instar de Miloud, le marché des cerises comme d'autres fruits et légumes, connaît une spéculation hors normes, indiquant que d'énormes efforts ont été consentis après le retour au calme qui a suivi la décennie noire, pour repeupler les vergers dégradés.

Ce fellah déplore, toutefois, le fait que les spéculateurs qui ne fournissent aucun effort gagnent beau-

coup plus que ceux qui veillent durant toute l'année sur les cerisiers, lesquels, faisant remarquer que ces arbres sont très fragiles et peuvent être facilement touchés par des maladies.

Malgré les efforts et la plantation de milliers de cerisiers, il faut généraliser cette culture à travers toutes les zones de montagne pour augmenter la production tout en organisant le circuit commercial de cette filière agricole afin que le citoyen puisse facilement acquérir ce fruit, a-t-il suggéré.

A noter dans ce sens que la région de Beni Snouss, située au sud-ouest du chef-lieu de la wilaya de Tlemcen plutôt réputée par l'olivier et d'autres fruits, a connu une expérience réussie de planta-

tion de cerises ce qui permettra, selon des responsables de la direction des services agricoles, d'augmenter la production. La même expérience a été un succès dans la commune de Aïn Fezza.

Très réputée par les cerises, Tlemcen s'apprête, comme aux années précédentes, à organiser la 8ème édition de la fête de la cerise au site historique du Grand bassin, selon une source responsable de la commune de Tlemcen.

Des producteurs de diverses régions et de divers types de cerises exposeront du 11 au 13 juin leurs produits au grand public qui sera présent en force comme chaque année pour déguster ce fruit juteux.

H. T.

Tizi-Ouzou

Collecte de dons au profit des victimes des inondations d'Illizi

Une campagne de collecte de dons au profit des victimes des inondations de Djanet, dans la wilaya d'Illizi, a été lancée lundi par le comité de wilaya de Tizi Ouzou du Croissant-Rouge algérien (CRA), a-t-on appris du président de cette organisation caritative, Meksem Ahcène.

Un appel pour se solidariser avec les victimes des inondations a été lancé en direction des bienfaiteurs, a indiqué le responsable du CRA. "Des promesses de contribution à ce geste de solidarité avec les concitoyens dans le sud du

pays ont été exprimées par des bienfaiteurs de la wilaya qui ont l'habitude de se mobiliser pour ce genre d'initiative", dans d'autres régions du pays, avec les victimes de catastrophes naturelles.

Les dons seront acheminés vers Illizi mercredi soir, via un avion cargo qui sera mis à la disposition du CRA par la Compagnie nationale de transport aérienne Air Algérie. Les dons doivent donc être remis au CRA avant aujourd'hui, a indiqué de son côté, Rachid Boutalbi, un bénévole du Croissant-Rouge algérien. "Nous espérons inclure

dans la caravane un dermatologue et un spécialiste en maladies infectieuses pour des consultations sur place", a-t-il ajouté.

Le centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed Nedir de Tizi Ouzou est déjà jumelé à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Targui Wan Timidi d'Illizi et pourrait envoyer deux spécialistes sur place, sachant qu'une mission spécialisée pluridisciplinaire de ce même CHU a déjà effectué plusieurs missions dans cette wilaya dans le sud du pays.

H. L.

Bouira

Etude pour la réhabilitation de la Source noire à M'chedallah

■ Une étude pour la réhabilitation et le nettoyage de la source noire (Laânsser averkane) située sur les hauteurs de la commune de M'chedallah (est de Bouira) sera bientôt lancée a indiqué, lundi à l'APS, le directeur de l'Algérienne des eaux (ADE), Ramdane Haouchine.

"L'étude a été confiée à un bureau d'études et elle va démarrer bientôt pour la réhabilitation de cette importante source qui provient du mont de Saharidj, sur les hauteurs de M'chedallah", a expliqué M. Haouchine. Selon les détails fournis par le même responsable, la source noire a un débit de 1000 litres/seconde en hiver et 100 litres/seconde en été.

"Le débit baisse en été, ce qui nécessite d'engager une opération de réhabilitation et de nettoyage afin d'augmenter le débit et améliorer la qualité d'eau", a-t-il dit.

Laânsser averkane alimente actuellement plusieurs localités relevant, notamment des communes de Saharidj, M'chedallah et Aghbalou (est de Bouira), dont notamment Illyithen, Rafour, Ath Yakhlef, Ighrem, Assif Assemadh, Thikssiridène et Selloum, a rappelé M. Haouchine.

Par ailleurs, les services de l'ADE ont engagé, il y a quelques jours, des travaux de réhabilitation 7 km de réseau d'alimentation en eau potable (AEP) au niveau de la ville de Bouira et ce, pour une enveloppe financière de l'ordre de 150 millions de DA et pour un délai neuf mois, a fait savoir le directeur de l'ADE.

La ville de Bouira, qui compte quelque 70 000 habitants, est alimentée à partir du barrage de Tiledit réalisé dans la commune de Bechloul.

"Les travaux portent sur la pose de conduites en PHD pour améliorer la gestion de la ressource et de la qualité de l'eau", a-t-il encore précisé.

R. H.

Centre universitaire Morsli Abdallah de Tipasa

Report des examens à une date ultérieure pour manque de transport

■ La direction du Centre universitaire Morsli Abdallah de Tipasa a décidé le report des examens du 2ème semestre, prévus à partir de lundi dernier à cause d'un manque dans le transport universitaire, a appris l'APS auprès du responsable de cet établissement, Lakhlef Athmane.

"Nous avons décidé le report des examens du 2ème semestre, prévus à partir de lundi dernier, à une date ultérieure, suite au constat de l'absence d'une majorité des étudiants à cause d'un manque dans les moyens de transport", a-t-il expliqué, signalant l'"examen de la situation de manière à réunir toutes les conditions nécessaires pour le bon déroulement des examens".

"La direction du Centre n'a pas été officiellement informée des causes de l'arrêt d'activité des bus pour cette journée", a encore assuré le même responsable.

A noter que le transport universitaire à partir de différentes régions de Tipasa, dont Gouraya, Damous, Cherchell, Sidi Ghiles, Menaceur, et Sidi Amar, voire même des régions de Beni Haoua et Ténès de Chlef, vers le Centre universitaire Morsli Abdallah, est normalement assuré par le Groupe Tahkout, au titre d'une convention signée avec la direction des oeuvres universitaires d'Alger-Ouest.

Un arrêt total des bus de transport des étudiants a été enregistré, lundi dernier, au niveau du centre universitaire de Tipasa, où l'activité était quasiment à l'arrêt, a constaté l'APS.

Toutes les tentatives de l'APS pour prendre contact (par téléphone) avec la direction des oeuvres universitaires d'Alger, aux fins d'obtenir des explications à ce sujet, ont échouées.

K. L.

Pénurie d'eau à Robeia (Médéa)

Alimentation "provisoire" de la commune à partir d'une retenue collinaire voisine

La commune de Robeia, à 63 km à l'est de Médéa, confrontée depuis quelques jours, à une "grave pénurie d'eau" suite à l'assèchement de la retenue d'eau qui alimentait les foyers de la localité, sera alimentée "provisoirement" à partir d'une autre retenue collinaire, située à la limite de la commune, a appris dimanche l'APS auprès de la directrice locale des ressources en eau.

Cette solution provisoire est dictée par «l'urgence d'alimenter les centaines de foyers de la commune, privés d'eau depuis plusieurs jours, et éviter l'aggravation de la pénurie d'eau à laquelle font face les habitants de cette commune rurale», a expliqué Mme Nassima Tahri, précisant que les travaux de raccordement de la dite commune à partir d'une retenue collinaire voisine «sont en cours et devraient, une fois achevés, permettre le remplissage des réservoirs d'eau alimentant les foyers de la commune».

La même responsable a fait part, en outre, du «lancement prochain» du projet de raccordement de la commune de Robeia et la commune voisine d'Ouled Deid du système de transfert des eaux du barrage de «Koudiate Acerdoune» (Bouira) qui alimente déjà plus d'une trentaine de commune de la wilaya.

La concrétisation de ce projet, en phase

d'attribution, va «régler définitivement le problème d'eau que rencontre cette commune», a-t-elle confié, signalant la mise en place d'un système de citernage afin d'assurer l'alimentation, durant cette période, des foyers qui sont privés d'eau.

Un mouvement de contestation a été signalé, en ce début de semaine, au niveau de la commune de Robeia, où des dizaines de citoyens ont procédé à la fermeture du siège de l'APC pour réclamer une solution à ce problème d'eau.

H. R.



Campagne d'information sur la pollution de l'air

■ Une campagne d'information sur la protection de l'environnement contre les risques de pollution de l'air a été organisée lundi à Médéa, par la direction locale de l'environnement, pour sensibiliser les citoyens sur l'impératif d'opter pour des énergies écologiques moins polluantes, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Des points d'information ont été mis sur pieds, à l'occasion de cette campagne, au niveau des grandes stations services de Médéa et de Berrouaghia, fréquentées par un nombre important d'automobilistes, afin de sensibiliser les conducteurs sur les méfaits des fumées induites par l'utilisation de combustibles classiques (Essence et gasoil), ses retombées sur la qualité de l'air et les alternatives écologiques qui s'offrent aux automobilistes, à travers l'option de reconversion des véhicules, lancée par les pouvoirs publics, depuis plus de deux ans, a-t-on indiqué. Outre la distribution de prospectus

résumant les causes et les conséquences de la pollution de l'air due à l'utilisation de ces deux types de carburant, des explications ont été fournies sur place aux automobilistes sur les avantages que représente le passage au GPL, plus économique et moins polluant que les autres carburants, a-t-on signalé de même source.

Des cadres des direction locale de l'énergie et de l'entreprise de distribution de carburant et dérivés, Naftal, ont été mis à contribution dans cette campagne d'information, organisée sous le slogan «Stop à la pollution de l'air», dont le but est de permettre aux propriétaires de véhicules de prendre conscience de la nécessité de préserver l'environnement et d'adopter de nouveaux comportements de consommation, tendant à faciliter le passage progressif vers une énergie écologique, a-t-on fait savoir.

K. T.

Guelma

Plus de 127 hectares de récoltes détruits par 6 incendies

■ Pas moins de 127,5 hectares de récoltes agricoles ainsi que (5) hectares de broussaille et 115 arbres fruitiers ont été ravagés par les flammes de six (6) incendies enregistrés au cours des dernières 24 heures dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de la Protection civile.

Ces incendies ont affecté en grande partie les champs de céréales, dont 109 hectares blé dur, 2,5 hectares de blé tendre et 16 hectares d'orge a précisé la même source, ajoutant que les services de la Protection civile ont également enregistré d'autres incendies dans des forêts ayant causé la perte de deux (2) hectares de maquis et un (1) hectare d'herbe sèche.

La plupart des dégâts ont été enregistrés lors de deux (2) grands incendies, a assuré la même source, soulignant que le premier, signalé dimanche après-midi aux environs de 14 heures 30 minutes dans la localité Ras El Fedj (commune de Bouati Mahmoud), a décimé 54,5 hectares de blé dur, 16 hectares d'orge et 45 arbres fruitiers.

Le deuxième incendie, déclaré à proximité de la décharge publique de la commune de Héliopolis au cours de la journée dimanche, a entraîné la perte de 50 hectares de blé dur, deux (2) hectares de maquis et 70 arbres fruitiers.

Selon la même source, les quatre autres incendies ont été déclarés dans la zone jouxtant le chemin communal qui relie les communes de Héliopolis et celle d'El Fedjoudj, la localité de Djebel Ziat de la mechta El Khouarna (commune de Roknia), la localité El Mazouna (commune de Medjez Amar) ainsi que dans la commune de Djeballah Khemissi.

L'extinction des feux a nécessité la mobilisation de 54 éléments d'intervention, 15 engins anti-incendie, deux (2) ambulances et quatre (4) véhicules de liaisons, a indiqué la cellule de communication de la Protection civile, soulignant que la canicule et la vitesse du vent étaient à l'origine de ces incendies.

K. M.

Laghouat

Plusieurs opérations de développement pour la commune de Hassi-Delâa

Plusieurs opérations sont retenues, au titre des programmes communaux et sectoriels (PCD-PSD 2019) en faveur de la commune de Hassi-Delâa (135 km Sud de Laghouat), dans le but d'y impulser la dynamique de développement, a-t-on appris lundi des responsables de cette collectivité.

Projetées au terme de la finalisation des procédures réglementaires, ces opérations, ciblant les secteurs de l'Education, des Ressources en eau et de l'Environnement, ainsi que l'aménagement urbain, portent sur le lancement des travaux de réalisation d'une école primaire catégorie «D» à la cité

«8 mai» et l'équipement de la cantine de l'école primaire

«Benmouiza Lakhdar».

Prévoyant aussi la réception prochaine d'un lycée de 800 places, doté d'un demi-pensionnat (200 repas), les mêmes services ont fait état du lancement d'une opération d'extension et de rénovation du réseau d'eau potable (750 mètres) dans certains quartiers de Hassi-Delâa, ainsi que l'équipement de forages en pompes immergées dans le but d'améliorer la distribution de l'eau potable.

Le programme de 2019 prévoit également l'aménagement urbain, le revêtement de rues, la réalisation de voies d'accès au niveau du projet des «360 logements publics locatifs» et la finalisation du projet de 57 raccordements au réseau d'électrification sur un linéaire de 1,5 km. L'extension et la réfection de canalisation d'eaux pluviales et la réalisation d'une décharge publique contrôlée pour la protection de l'environnement, font partie également des opérations projetées, selon les responsables de cette commune à vocation agro-pastorale.

R. K.

Khenchela

Un budget pour la mise à niveau des établissements de formation professionnelle

Une enveloppe financière estimée à 80 millions DA a été consacrée dans la wilaya de Khenchela pour la réhabilitation des établissements du secteur de la formation professionnelle, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) Abdelaziz Kaderi.

L'opération est inscrite dans le cadre des préparatifs de la saison de formation prochaine (2019-2020) prévus par les services de ce secteur avec la collaboration des responsables de la wilaya, a précisé à l'APS le même responsable.

Toutes les procédures administratives

relatives au lancement des projets de réhabilitation et d'aménagement de 12 structures relevant de ce secteur sont en cours de parachèvement par le bureau chargé du suivi des investissements de cette direction, a-t-il ajouté, soulignant que l'initiative vise à assurer des meilleures conditions de travail en faveur des stagiaires, des enseignants et des personnels administratifs en prévision de la session du mois de septembre prochain.

Cette opération de mise à niveau concerne deux(2) instituts nationaux spécialisés de formation implantés dans les communes de Khenchela et de Kais en

plus des centres de formation du chef lieu 1et 2, d'El Hamma, de Kais 1, d'Ouled Rechache, d'Ain Touila, de Babar, de Chechar, d'El Mahmal ainsi que l'annexe de formation professionnelle de la localité de Chelia, a détaillé M. Kaderi.

La nature des travaux d'aménagement portent sur la reprise de l'étanchéité des classes, des ateliers et des bureaux administratifs en plus des actions de réfection des appareils de chauffage, la mise à niveau des sanitaires, la peinture et la reprise des vitrage, a indiqué le directeur local du secteur.

K. T.

CONFLITS ►►

Sanctions américaines et tensions au Moyen-Orient

Téhéran met en garde

L'Iran a mis en garde lundi contre les possibles conséquences de la «guerre économique» des Etats-Unis à son encontre, en recevant le ministre des Affaires étrangères allemand, Heiko Maas, à Téhéran.



«On ne peut pas s'attendre à ce qu'une guerre économique contre le peuple iranien continue et que ceux qui soutiennent cette guerre ou l'ont déclenchée restent en sécurité», a déclaré le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif.

«Les nouvelles tensions dans la région sont le résultat de la guerre économique contre l'Iran», a affirmé M. Zarif en faisant référence à la campagne de «pression maximale» des Etats-Unis contre Téhéran, notamment via l'arme des sanctions économiques que Washington a réimposées ou intensifiées depuis 2018.

«Le seul moyen de faire baisser les tensions est de mettre un terme à cette guerre économique», a ajouté le ministre iranien lors d'un

point de presse avec M. Maas.

«L'Allemagne et l'Union européenne peuvent jouer un rôle important pour faire baisser ces tensions, et nous les soutenons dans ce rôle», a encore dit M. Zarif.

«Il y a déjà la guerre en Syrie et au Yémen», a, de son côté affirmé M. Maas. «Nous voulons empêcher à tout prix» que les choses dégènerent ici, a-t-il ajouté.

Rencontre tendue

La région du Golfe traverse depuis près d'un mois une période jugée à hauts risques sur fond de tensions accrues entre l'Iran, d'un côté, et les Etats-Unis et leurs alliés de la péninsule arabique, de l'autre.

Ces tensions sont liées à la grande défiance qui règne entre Washington et Téhéran depuis que le président américain Donald

Trump a décidé unilatéralement, en mai 2018, de sortir son pays de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015.

Elles ont été exacerbées par l'annonce de l'envoi de renforts militaires américains importants au Moyen-Orient, officiellement pour faire face à une présumée «menace iranienne», et par le mystérieux sabotage de quatre navires (deux bateaux saoudiens, un norvégien et un émirati) à l'entrée du Golfe le 12 mai.

Washington et Ryad ont accusé l'Iran d'être derrière ces attaques, ce que Téhéran a farouchement nié, tandis qu'une enquête multinationale a conclu à la responsabilité probable d'un «acteur étatique» sans incriminer Téhéran.

Lundi, MM. Zarif et Maas sont

sortis de leur entretien visiblement crispés.

«Nous avons eu une discussion sérieuse, franche et plutôt longue», a déclaré M. Zarif à la presse. Les deux hommes ont indiqué avoir discuté de l'avenir de l'accord de Vienne et de la situation régionale.

M. Maas était arrivé dans la nuit à Téhéran, dernière étape d'une tournée régionale de quatre jours l'ayant mené en Irak, en Jordanie et aux Emirats arabes unis.

Avant sa rencontre avec M. Zarif, il avait exhorté la République islamique à respecter l'accord de Vienne et à «maintenir le dialogue avec l'Europe» alors que Téhéran multiplie les récriminations à l'encontre des pays de l'Union européenne.

«Pas de miracles»

Depuis le retrait américain, l'Allemagne est, avec la France, le Royaume-Uni, la Russie et la Chine, l'un des Etats encore parties à l'accord de Vienne.

Aux termes de ce texte, l'Iran a accepté de limiter drastiquement son programme nucléaire, afin de garantir qu'il ne cherche pas à se doter de l'arme atomique, en échange de la levée d'une partie des sanctions économiques internationales asphyxiant son économie. Mais, face aux conséquences du retrait américain, l'Iran a menacé en mai de s'affranchir progressivement de ce pacte à moins que ses partenaires, en particulier européens, ne l'aident à contourner ces sanctions.

Les sanctions américaines rendent pratiquement impossible la moindre transaction internationale avec une banque iranienne et de récentes mesures prises par Washington visent à empêcher totalement l'Iran d'exporter son pétrole,

première source de recettes pour l'Etat.

Alors que les grandes entreprises européennes sont dissuadées de la moindre relation commerciale avec l'Iran du fait du caractère extraterritorial des sanctions américaines, l'UE est apparue jusqu'à présent désarmée pour permettre à l'Iran de bénéficier des retombées économiques que le pays escomptait de l'accord de Vienne. M. Maas lui-même n'a pas apporté de solution concrète permettant de répondre aux exigences iraniennes. «Nous ne ferons pas de miracles», a-t-il dit, «mais nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter que l'accord de Vienne ne se transforme en échec».

Selon la présidence iranienne, le président Hassan Rohani a reçu M. Maas et exhorté les Européens à «mettre en oeuvre des actions concrètes et sérieuses» pour «sauvegarder» l'accord.

AFP

L'AIEA s'inquiète des tensions croissantes concernant le nucléaire iranien

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (Aiea), Yukiya Amano, a fait part lundi de son inquiétude concernant «les tensions croissantes autour de la question du nucléaire iranien», lors d'une réunion du Conseil des gouverneurs de l'agence onusienne basée à Vienne, en Autriche.

«Le 8 mai, le Conseil suprême iranien de la sécurité nationale a annoncé qu'il avait émis l'ordre d'annuler aujourd'hui certaines mesures de l'Iran au titre du Pngc», a indiqué M. Amano, en référence au Plan d'action global commun, l'accord signé en 2015 par l'Iran, six autres pays (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie) et l'Union européenne pour limiter le programme nucléaire iranien. «Comme je l'ai toujours souligné, les engagements nucléaires pris par l'Iran dans le cadre du Pngc représentent un gain important pour la vérification nucléaire. J'espère donc que l'on pourra trouver des moyens de réduire les tensions actuelles par le dialogue. Il est essentiel que l'Iran respecte pleinement ses engagements en matière nucléaire dans le cadre du Pngc», a déclaré le chef de l'Aiea. Il a indiqué que son agence continuait de vérifier le non-détournement de matières nucléaires déclarées par l'Iran dans le cadre de son accord de garanties. Ces tensions sur la question du nucléaire iranien interviennent dans le contexte du retrait, il y a un an, des Etats-Unis de l'accord de 2015.

H. L.

Afghanistan

Six membres d'une même famille tués par une bombe

Six membres d'une même famille, qui se trouvaient à bord d'une même voiture ont été tués hier, par une bombe artisanale dissimulée en bord de route, ont indiqué les autorités.

Le véhicule circulait entre le district de Dand, dans la province de Kandahar, en direction du chef-lieu provincial du même nom.

«Quatre enfants, deux garçons et deux filles, ont été tués. Tous appartenaient à une même famille», a indiqué le porte-parole provincial de la police, Qasim Afghan. Selon Haji Abdullah, le gouverneur du district de Dand, la bombe avait été dissimulée par les taliban sur cette route fréquemment utilisée par les forces de sécurité afghanes. Les taliban dissimulent souvent des

bombes artisanales ou des mines terrestres en bordure des routes pour cibler les forces de sécurité afghanes.

Mais ces engins font aussi beaucoup de victimes parmi la population civile.

Le mois dernier, sept enfants ont été tués et deux autres blessés par un engin explosif également placé au bord d'une route.

Selon les données les plus récentes du Service onusien d'action anti-mines (Unmas) en Afghanistan, quelque 150 personnes ont été tuées ou blessées en 2017 par des mines, bombes artisanales ou des munitions non-explosées, telles que des grenades ou des roquettes. La Mission des Nations unies en Afghanistan (Manua) a fait état de 3 804 civils tués, dont 900

enfants, et 7 189 blessés en 2018. Ce fut l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les civils dans le pays.

La semaine dernière à Kaboul, quatre personnes ont été tuées par l'explosion d'une bombe magnétique placée sous un bus transportant des employés du gouvernement.

Cette attaque dans la capitale était survenue au lendemain d'un triple attentat ayant frappé un autobus qui transportait des étudiants, puis les secours accourus sur place, faisant deux morts et 24 blessés.

La branche afghane du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) a revendiqué ces attentats.

T. K.

Agression israélienne

Un membre du service palestinien de sécurité blessé

Un membre du service palestinien de sécurité préventive a été blessé mardi par des tirs de l'armée israélienne dans la ville de Naplouse, en Cisjordanie, rapporte l'agence de presse palestinienne, Wafa.

Le ministère palestinien des affaires étrangères a condamné

l'agression ayant ciblé le quartier général militaire palestinien, qualifiant l'acte de «provoquant».

«C'est un appel explicite au chaos», a indiqué la diplomatie palestinienne dans un communiqué relayé par Wafa, considérant cette attaque comme un prolongement de la guerre ouverte déclen-

chée par l'occupation israélienne, négligeant les institutions de l'Etat de Palestine pour «créer un état de chaos sécuritaire et politique» afin de faire passer «l'accord du siècle», et imposer plus du contrôle israélien sur la Cisjordanie occupée. Le ministère palestinien des affaires étrangères a estimé

aussi que l'expropriation des zones palestiniennes classées «A», constitue une destruction systématique de tous les accords signés, et la mise en oeuvre d'un plan colonial expansionniste au détriment du territoire palestinien occupé.

K. F.

Soudan

Emissaire américain pour inciter au dialogue entre militaires et contestataires

Le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé de l'Afrique Tibor Nagy doit se rendre dans les prochains jours au Soudan pour appeler l'armée au pouvoir et les représentants de la contestation à la "reprise" du dialogue, au moment où un chef rebelle soudanais affirme avoir été expulsé au Soudan du Sud.



Au 2^e jour d'un mouvement de désobéissance civile lancé par la contestation qui entend maintenir la pression sur les généraux au pouvoir à Khartoum malgré un durcissement de la répression, le département d'Etat a précisé lundi que l'émissaire "appellera à la fin des attaques contre les civils".

Les Etats-Unis ont condamné la semaine dernière les attaques contre les manifestants qui réclament le transfert aux civils du pouvoir après la chute du président Omar el-Béchir le 11 avril, remplacé par une junte militaire. Une semaine après la dispersion sanglante d'un sit-in installé par les manifestants le 6 avril devant le QG de l'armée dans la capitale et au lendemain d'une mise en garde de l'armée, le pays a été "presque totalement" coupé du monde, selon le groupe de défense des droits numériques NetBlocks. "Les connexions internet qui fonctionnent encore sont en train d'être coupées", avait indiqué dans l'après-midi NetBlocks, alors que la contestation utilise internet pour relayer ses mots d'ordre. Les

lignes de connection internet de Sudatel, principal fournisseur d'accès au Soudan, ont finalement été rétablies en fin de soirée.

La répression a fait depuis le 3 juin 118 morts et plus de 500 blessés, la majorité dans la dispersion du sit-in devant le siège de l'armée, d'après un comité de médecins proche de la contestation. Les autorités estiment à 61 le nombre de morts, dont 49 par des "tirs à balles réelles" à Khartoum.

Arrestation de militaires

Dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle Suna, le Conseil militaire de transition a annoncé lundi soir l'arrestation au sein des forces régulières de plusieurs personnes en lien avec cette dispersion sanglante. Il n'a précisé ni leur nombre, ni leur fonction, ni de quoi elles sont soupçonnées.

Par ailleurs, des médias officiels ont annoncé la "libération" du dirigeant rebelle Yasser Arman, chef-adjoint du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM-N), et de deux de ses camarades, Ismaïl

Jalab et Moubarak Ardoul, interpellés en pleine répression de la contestation la semaine passée.

Mais M. Arman a indiqué à un correspondant de l'AFP à Juba qu'ils avaient en fait été "expulsés" vers le Soudan du Sud et non pas "libérés".

Le SPLM-N fait partie de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance du mouvement de contestation.

Le Conseil militaire de transition est au pouvoir depuis la destitution le 11 avril du président Omar el-Béchir par l'armée sous la pression du mouvement de contestation lancé le 19 décembre dans un climat de crise économique aiguë.

La contestation réclame, depuis la chute du président Béchir, un transfert du pouvoir à un gouvernement civil. Les négociations sont suspendues depuis le 20 mai en raison de divergences sur la composition d'une nouvelle instance qui serait chargée de mener la transition pendant trois ans.

Capitale quasi déserte

Le mouvement de contestation entend faire plier les militaires en maintenant la pression, notamment par la désobéissance civile. Une grève générale de deux jours était parvenue à paralyser le pays fin mai.

Au 2^e jour du mouvement de désobéissance civile, quelques magasins ont rouvert à Khartoum, même si la majeure partie de la capitale restait déserte. Quelques bus ont circulé en ville, où davantage de voitures et de passants étaient visibles par rapport à la veille. Abdulmajid Mohamed, un chauffeur de bus, était au travail, mais il tenait à préciser: "Si je travaille, cela ne signifie pas que je ne soutiens pas la révolution". "Je dois travailler pour soutenir ma famille, sinon nous n'aurions pas d'argent".

Dimanche, quatre personnes ont été tuées, deux à Khartoum et deux autres à Omdourman, ville voisine de la capitale, a indiqué le comité de médecins.

Les militaires au pouvoir ont dit tenir les manifestants pour responsables de la détérioration de la sécurité ainsi que des "récents et malheureux incidents" et de "l'obstruction des routes".

"Le Conseil militaire a décidé de renforcer la présence des forces armées, des RSF (Forces de soutien rapide, ndlr) et des autres forces régulières pour un retour à la

vie normale", a prévenu dimanche soir le général Jamal el-Din Omar dans un discours télévisé. Les RSF, présentées par certains comme un avatar des terribles milices Janjawid du Darfour, sont accusées par la contestation d'être à l'origine de la dispersion du campement devant le QG de l'armée et de la répression qui a suivi.

Dimanche, la police anti-émeute était déjà intervenue dans le quartier de Bahri, dans le nord de Khartoum, pour disperser des manifestants qui, en matinée, avaient construit des barricades.

La contestation a affirmé que le mouvement de désobéissance civile continuerait jusqu'à ce qu'un pouvoir civil soit instauré.

AFP

Elections au Tchad Le gouvernement dénonce les pressions de Washington

Le gouvernement tchadien a dénoncé les pressions de Washington l'exhortant à organiser des élections législatives "crédibles", maintes fois reportées depuis 2015, estimant qu'il s'agit d'"une affaire strictement interne".

Au pouvoir depuis 29 ans, le Mouvement patriotique du salut (MPS) a vivement critiqué les "injonctions étrangères appelant le gouvernement à assumer ses responsabilités" pour la tenue de ce scrutin. Des législatives doivent avoir lieu en 2019, mais aucune date n'a été fixée. "Les élections relèvent de la souveraineté d'un Etat", a martelé ce week-end à Bongor (sud) le secrétaire général du MPS, Mahamat Zene Bada. L'ambassade des Etats-Unis à N'Djamena a publié la semaine dernière un communiqué se réjouissant de l'engagement pris par le pouvoir d'organiser des élections "cette année", mais souligne "qu'il est essentiel que l'ensemble du processus électoral soit crédible". A ce titre, l'ambassade insiste pour une "autorisation sans délai des partis politiques qui répondent aux critères établis légalement" et sur "le plein respect du droit des citoyens de se rassembler paisiblement, même lorsque le but du rassemblement est de critiquer le régime et d'inciter les citoyens à voter contre le parti au pouvoir". "Les élections ne sont pas dictées de l'extérieur. Le Tchad est un pays souverain", a rétorqué M. Zene Bada. Des élections sont prévues "dans le budget de 2019 (...)" La Cénii (commission électorale indépendante) est mise en place, la classe politique est d'accord pour aller aux élections. L'année 2019 est une année électorale. Tant pis pour ceux qui ne seront pas prêts. Nous irons avec ceux qui sont prêts et ceux qui veulent aller", a ajouté le responsable. Le Tchad attend depuis 2011 de nouvelles élections législatives, reportées depuis 2015. Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Whatsapp) sont fermés depuis plus d'un an, officiellement pour raisons de sécurité. Les autorités tchadiennes ont régulièrement interdit des marches organisées par la société civile et l'opposition, évoquant des "raisons sécuritaires liées à la menace terroriste".

K. G.

Timide reprise du travail au 2^e jour d'un mouvement de désobéissance civile

Plusieurs magasins et stations-service ont rouvert lundi à Khartoum, où les transports en commun circulent de nouveau, au deuxième jour d'un mouvement de désobéissance civile lancé par la contestation soudanaise contre les généraux au pouvoir.

Le Conseil militaire de transition, au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir le 11 avril, avait annoncé dimanche soir le déploiement de renforts dans la capitale "pour un retour à la vie normale". Le mouvement de désobéissance civile a été lancé à l'issue d'une semaine de répression dans le pays, qui a fait 118 morts et plus de 500 blessés, la majorité dans la violente dispersion d'un sit-in le 3 juin devant le siège de l'armée à Khartoum, d'après un comité de médecins proche de la contestation. Le gouvernement estime à 61 le nombre de morts. Quatre personnes ont été tuées

dimanche, deux à Khartoum et deux autres à Omdourman, ville voisine de la capitale, a indiqué le comité de médecins.

Les forces de sécurité se sont évertuées ces derniers jours à démonter les barricades de fortune dressées par les contestataires qui réclament depuis des semaines le transfert du pouvoir aux civils.

Lundi, plusieurs magasins, stations-service et quelques agences de banques privées sont ouverts à Khartoum, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des bus publics circulent dans la capitale, où davantage de voitures et de passants sont visibles dans les rues par rapport aux jours précédents.

Les militaires au pouvoir tiennent les manifestants pour responsables d'une détérioration de la sécurité à Khartoum et dans le pays. "L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC, fer de lance de la contestation) est pleinement responsable

des récents et malheureux incidents (...)" dont l'obstruction des routes", a affirmé dimanche soir le général Jamal el-Din Omar, un membre du Conseil militaire, dans un discours télévisé.

"Le Conseil militaire a décidé de renforcer la présence des forces armées, des RSF (Forces de soutien rapide, ndlr) et des autres forces régulières pour un retour à la vie normale", a-t-il ajouté.

Les RSF sont accusées par la contestation d'être à l'origine de la dispersion du campement installé depuis le 6 avril devant le QG de l'armée à Khartoum et de la répression qui a suivi. Les forces de sécurité assureront "la sécurité des civils isolés, ouvriront les routes et faciliteront la mobilité des gens, des transports publics et privés, et protégeront les marchés et les installations étatiques stratégiques", a affirmé le général Jamal el-Din Omar.

AFP

Trump laisse planer la menace sur Mexico, prêt à revoir l'accord sur l'immigration

Le Mexique, sur lequel le président américain Donald Trump laisse planer la menace de taxes douanières, a reconnu lundi que l'accord sur l'immigration conclu avec Washington pourrait être révisé d'ici 45 jours sur la question du droit d'asile si l'afflux de clandestins vers les Etats-Unis ne se tarissait pas.

A l'issue de plusieurs jours de négociations, Washington et Mexico sont parvenus vendredi à un accord sur l'immigration, évitant ainsi l'application dès lundi de droits de douane sur l'ensemble des produits mexicains importés aux Etats-Unis. Le Mexique s'est notamment engagé à renforcer les contrôles à sa frontière avec le Guatemala, dans le sud du pays, et à accélérer le retour des migrants d'Amérique centrale vers leur pays, dans l'attente que soient traitées leurs demandes d'asile aux Etats-Unis.

Mais, trois jours après la conclusion de l'accord, le président américain a renouvelé lundi sa menace d'appliquer des droits de douane si le Congrès mexicain n'en approuvait pas une clause secrète, dont il n'a pas précisé la teneur.

«N'anticipons pas un problème avec le vote, mais si pour une raison quelconque cela n'est pas approuvé, les droits de douane seront rétablis», a tweeté M. Trump.

«Je ne pense pas qu'ils (les Mexicains) vont la rejeter très longtemps», a-t-il insisté depuis la Maison Blanche, après avoir déclaré sur la chaîne CNBC que cette clause secrète était «un outil très puissant» aux mains des Etats-Unis. Le milliardaire entendait ainsi répondre aux critiques du New York Times, qui a révélé vendredi que la plupart des mesures annoncées par le Mexique dans l'accord avaient déjà été convenues lors de négociations antérieures.

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a salué de son côté «le plus gros engagement en date» des Mexicains pour la lutte contre l'immigration clandestine.



«Nous travaillerons étroitement avec eux pour nous assurer qu'il soit couronné de succès», a-t-il ajouté, qualifiant la pression mise par Donald Trump sur le Mexique de «modèle de diplomatie».

- «Prenons le temps de voir» -

Au milieu de ces spéculations sur la teneur exacte de l'accord, le ministre mexicain des Affaires étrangères Marcelo Ebrard a fait savoir que Mexico avait refusé que les migrants présents sur le territoire mexicain et souhaitant demander l'asile aux Etats-Unis le fassent depuis le Mexique.

Mais il a reconnu que le gouvernement mexicain avait accepté que cette question revienne sur la table des négociations dans un délai de 45 jours si le flot de migrants traversant le Mexique vers la frontière américaine n'était pas freiné.

«Lors de la réunion avec le vice-président

des Etats-Unis (Mike Pence), ils ont insisté» sur cette question, a expliqué M. Ebrard en conférence de presse.

«Nous leur avons dit, et je pense que c'était la plus grande réussite des négociations: prenons le temps de voir si ce que propose le Mexique fonctionne, et si non, nous discuterons pour voir si des mesures supplémentaires» sont nécessaires, a poursuivi le ministre. Donald Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration clandestine le fer de lance de sa présidence, avait mis son voisin sous pression fin mai en menaçant d'imposer des taxes douanières de 5% à partir du 10 juin, et de l'augmenter progressivement jusqu'à 25% en octobre.

Selon la déclaration commune des deux pays après la signature de l'accord, le Mexique s'est engagé à prendre des «mesures sans précédent», notamment le déploiement de sa Garde nationale, ainsi que

des actions contre les réseaux de passeurs, de transport et de financement de l'immigration clandestine.

Parmi les mesures annoncées figurait le déploiement à la frontière sud du Mexique depuis lundi dernier de 6 000 officiers de la Garde nationale mexicaine nouvellement créée. M. Ebrard s'est toutefois contenté d'évoquer lundi un déploiement «aussitôt que possible». Dans la ville de Tapachula, à la frontière avec le Guatemala, un des points d'entrée des caravanes de migrants - essentiellement originaires d'Amérique centrale - qui ont traversé le Mexique ces derniers mois, aucun signe de déploiement militaire n'était pour l'heure visible, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les arrestations d'étrangers sur le territoire mexicain sont passées de 8 248 personnes en janvier à 23 679 en mai.

AFP

John Dean, ancien du Watergate, voit des « parallèles» entre Nixon et Trump

■ L'ancien chef juriste de la Maison-Blanche et participant repentini au scandale du Watergate, John Dean, a affirmé lundi qu'il voyait des «parallèles remarquables» entre l'affaire qui a fait tomber Richard Nixon et les conclusions de l'enquête Mueller plombant la présidence de Donald Trump.

Une «ordure», «deshonorée»: le président américain Donald Trump n'a pas caché son mépris pour John Dean, qui l'a également souvent critiqué dans des termes très durs.

Lors d'un spectaculaire témoignage devant le Congrès en 1973, M. Dean, alors chef des services juridiques de la Maison Blanche, avait impliqué Richard Nixon dans le scandale du Watergate, un programme d'espionnage politique qui a visé les démocrates.

Des accusations qui avaient contribué à pousser le président républicain Nixon à la démission un an plus tard, sous la menace d'une procédure de destitution.

Un parallèle potentiellement embarrassant pour Donald Trump, que M. Dean, 80 ans, a pris soin de souligner devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants.

Il était cette fois invité par les démocrates, qui multiplient les enquêtes parlementaires

contre Donald Trump depuis la publication, en avril, du long rapport d'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans la présidentielle de 2016.

M. Mueller a conclu qu'il n'y avait pas eu d'entente entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou, mais il ne l'a, en revanche, pas blanchi des soupçons d'entrave à la justice, détaillant une dizaine de pressions troublantes exercées sur son enquête par le 45e président américain.

S'il n'a pas recommandé l'inculpation du milliardaire, républicain protégé par son immunité présidentielle, M. Mueller a semblé renvoyer la balle dans le camp du Congrès, doté de puissants pouvoirs d'investigation.

«Sous de nombreux aspects, le rapport Mueller est pour le président Trump ce que la dite «feuille de route du Watergate» était pour le président Richard Nixon», a estimé John Dean devant la commission, affirmant que le procureur spécial Mueller avait fourni au Congrès «une feuille de route».

«Je voudrais aborder certains des parallèles remarquables que je détecte entre le rapport Mueller et le Watergate, particulièrement ceux liés à l'entrave à la justice», a-t-il souli-

gné.

«Et je m'empresse d'ajouter que j'ai appris ce que je sais sur l'entrave à la justice à la dure, en me retrouvant du mauvais côté de la loi», a poursuivi M. Dean, en référence aux quelques mois qu'il avait passés en prison à la suite du Watergate.

Débat sur la destitution

M. Dean établit notamment une comparaison entre Richard Nixon et l'hypothèse que M. Trump a brandi la possibilité de grâces présidentielles à certains ex-proches collaborateurs, «en échange de leur silence ou afin de les empêcher de coopérer avec les enquêteurs». Il compare également les tentatives supposées des deux présidents républicains d'influencer les enquêtes du FBI.

Martelant qu'il a été totalement innocenté par le rapport Mueller, Donald Trump s'est indigné de l'audience de M. Dean.

«Je n'arrive pas à croire qu'ils fassent venir John Dean, le conseil déshonoré de la Maison Blanche», a tweeté le président républicain lundi, après l'avoir traité d'«ordure» la veille.

Puis il s'est dit serein face à la menace - encore minoritaire mais grandissante chez les

démocrates -, de l'ouverture d'une procédure de destitution.

«On ne peut pas destituer quelqu'un quand rien de mal n'a été fait», a-t-il déclaré depuis la Maison Blanche. «Quand on regarde les précédentes destitutions, il y a une grosse différence. Je ne pars pas».

Les chefs des démocrates, majoritaires à la Chambre, continuent de tempérer les appels à ouvrir une telle procédure, par crainte notamment qu'elle ne divise profondément l'électorat à l'approche des élections présidentielle et parlementaires de 2020.

Mais leur tâche est compliquée depuis plusieurs semaines par le refus de la Maison-Blanche de répondre à de multiples requêtes de leurs commissions d'investigation.

Lundi, les démocrates ont toutefois annoncé que l'administration Trump avait finalement accepté de livrer au Congrès certains documents liés à l'enquête Mueller. Les démocrates prévoient quand même un vote de défiance à la Chambre, sur une résolution qui permettrait aux chefs des commissions de demander directement aux tribunaux fédéraux de faire appliquer leurs injonctions.

AFP

Brésil



Le juge Moro et "Lavage express" dans l'oeil du cyclone

Le juge brésilien, Sergio Moro, et les procureurs de l'enquête anticorruption "Lava Jato" (Lavage express) ont-ils les mains sales? Un site d'investigation vient de faire des révélations en forme de bombe, mais qui pourraient, selon des experts, se transformer en pétard mouillé.

The Intercept, cofondé par le journaliste américain Glenn Greenwald, a lancé de lourdes accusations de partialité politique dimanche soir après avoir eu accès à un grand volume de messages privés échangés notamment sur Telegram entre les procureurs et le juge Moro, chargés de Lavage express, grâce à «une source anonyme».

Les responsables, accusés de «tromperies systématiques» et de «manque d'éthique», auraient conspiré pour empêcher l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010) de se représenter à la présidentielle de 2018, pour laquelle les sondages le donnaient largement vainqueur et finalement remportée par Jair Bolsonaro.

Le juge fédéral Moro, qui était devenu avec Lavage express le «Monsieur Propre» d'un Brésil rongé par la corruption, est aujourd'hui l'un des poids lourds du gouvernement du président d'extrême droite, dont il est ministre de la Justice.

Mais The Intercept a obtenu des messages qui prouvent, selon le site, que M. Moro, normalement tenu à la plus totale impartialité, a franchi la ligne rouge en fournissant conseils et directives aux procureurs de Lavage express en défaveur de Lula, qu'il a condamné à la prison en première instance en 2017.

Accusé d'avoir reçu un triplex de bord de mer comme pot-de-vin, Lula a été condamné et emprisonné en avril 2018 et empêché de se présenter à un 3e mandat présidentiel. Il s'est toujours dit innocent et victime d'une machination politique destinée à lui barrer la route de l'élection.

«Alors qu'ils ont assuré longtemps qu'ils étaient apolitiques et motivés par la seule lutte anticorruption, les procureurs de

Lavage express ont en fait comploté entre eux sur les moyens d'empêcher le retour au pouvoir de Lula et de son Parti des travailleurs», accuse le site.

Que peut-il se passer au Brésil après des révélations aussi explosives? De nouveaux procès? L'écroulement de pans entiers de l'enquête anticorruption? La démission du ministre de la Justice? Une crise politique?

«Tempête dans un verre d'eau»

Improbable, disent la plupart des analystes. Il pourrait s'agir d'une «tempête dans un verre d'eau, à moins qu'il y ait d'autres fuites plus compromettantes», écrit ainsi l'ex-président Fernando Henrique Cardoso sur son blog.

A ce stade, les fuites «révèlent des commentaires inappropriés (des enquêteurs), mais ne modifient pas, en substance la raison des condamnations», ajoute-t-il.

«Il y aura probablement des retombées, mais ce ne sera pas tout une histoire», dit lui aussi l'analyste politique David Fleischer, à l'AFP.

Christopher Garman, directeur Amérique pour l'Eurasia Group, «ne pense pas qu'il va y avoir une crise politique» ni de «justification légale à l'annulation de condamnations déjà prononcées», notamment celle de Lula à huit ans et 10 mois de prison.

Tout au plus cette affaire permettra-t-elle, selon M. Garman, de voir les perspectives de Lula de quitter sa prison de Curitiba (sud) pour une résidence surveillée se rapprocher dans le temps.

«Les électeurs continuent de réclamer des mesures pour combattre la corruption

et l'opinion publique ne va pas voir» ces révélations, même fracassantes, «comme un problème», conclut-il.

Pour leur part, les consultants de Infinity Assets ont souligné que, selon des juristes, «les échanges piratés relevaient de conversations privées», soit «rien d'inhabituel dans une procédure de l'ampleur de Lava Jato», enquête tentaculaire lancée, il y a cinq ans, et qui a conduit derrière les barreaux des centaines de responsables politiques et économiques.

Les réseaux sociaux se sont passionnés pour l'affaire, avec les mots-clés EuApoioLavaJato (Je soutiens Lavage express) et EuApoioTheIntercept (Je soutiens The Intercept) prenant la tête des tendances.

Au sujet de ceux qui l'ont accusé d'avoir publié des messages non-authentiques, Greenwald a évoqué «une sale technique».

Le journaliste, qui avait publié les révélations d'Edward Snowden sur l'agence américaine de renseignement NSA, a annoncé que les scoops de dimanche n'étaient que le début d'une longue série de fuites très compromettantes pour des personnalités politiques en vue. «La matière que nous avons est énorme», a assuré à l'AFP, Leandro Demori, directeur exécutif de The Intercept Brasil.

Alors que Jair Bolsonaro, généralement prolix sur Twitter, gardait le silence lundi, Fernando Haddad, son rival de gauche malheureux à la présidentielle, a demandé dès dimanche soir l'ouverture d'une enquête sur ce qui pourrait être, selon lui, «le plus grand scandale institutionnel de la République».

AFP

Nicaragua : libération de 50 prisonniers politiques amnistiés

■ Quelque 50 prisonniers politiques ont été libérés lundi au Nicaragua, a annoncé le gouvernement, en indiquant que ces libérations intervenaient en vertu d'une loi d'amnistie décriée par l'opposition, qui y voit une manière de couvrir les exactions des forces de répression. «En application de la loi d'amnistie approuvée (samedi) par l'Assemblée nationale ont été libérées 50 personnes (détenues) pour délits contre la sécurité et la tranquillité publiques, et la libération de prisonniers pour ces délits est en préparation», a annoncé le gouvernement du président Daniel Ortega dans un communiqué.

Parmi les prisonniers libérés figurent des personnalités de l'opposition, comme les journalistes Marlon Powell et Hansel Vazquez. Les prisonniers libérés font partie de plusieurs centaines d'opposants arrêtés pour leur participation aux manifestations anti-gouvernementales du printemps et de l'été 2018. Les manifestants, qui avaient commencé le 18 avril à protester contre une réforme de la sécurité sociale ensuite abandonnée, avaient rapidement réclamé le départ de Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2007, et des élections anticipées.

Les manifestations ont été durement réprimées et les violences ont fait au moins 325 morts et 2 000 blessés, pour leur écrasante majorité parmi les opposants, selon des organisations humanitaires. Selon les groupes d'opposition, entre 600 et 800 opposants ont été emprisonnés et plus de 62 000 Nicaraguayens se sont exilés.

Le Parlement du Nicaragua, dominé par les députés favorables au président Ortega, a adopté samedi une loi d'amnistie en faveur à la fois des prisonniers politiques et des forces de répression.

L'opposition a dénoncé une amnistie qui «a pour but de couvrir les crimes que le gouvernement a commis avec ses institutions, structures partisans et paramilitaires». Sont en effet amnistiés tous ceux qui ont été l'objet d'enquête ou qui peuvent l'être, y compris les membres des forces de police ou des groupes paramilitaires qui ont tiré sur les manifestants anti-gouvernementaux ou ont commis des actes de torture ou de barbarie.

Par ailleurs, la loi prévoit que les prisonniers politiques libérés doivent «s'abstenir» de participer à des manifestations d'opposition. Avec les libérations de lundi, un total de 436 prisonniers politiques ont été libérés depuis le 27 février, lorsque des pourparlers ont été engagés entre le gouvernement et une délégation de l'opposition regroupant des représentants des milieux d'affaires et les organisations d'étudiants, de la paysannerie et de la société civile. Jusqu'à lundi, il ne s'agissait cependant que de mesures d'assignation à résidence. Le Comité international de la Croix-Rouge (Cicr) a indiqué dans un communiqué «être prêt à faciliter la libération» des prisonniers politiques toujours détenus. Pour le journaliste amnistié Hansel Vazquez, «il n'y a pas de justice à attendre de ce gouvernement». C'est pourquoi, a-t-il dit à l'AFP, «nous continuons à soutenir de manière inconditionnelle le combat pour la justice et la vérité» mené par l'opposition.

Marlon Powell, l'autre journaliste libéré lundi dernier, a indiqué à l'AFP, que lors de sa levée d'écrou il avait protesté contre une loi d'amnistie «qui favorise des criminels, des pyromanes, des assassins d'enfants», ce qui lui a valu d'être menacé de voir sa libération annulée. Liliam Ruiz, dirigeante du Comité des familles de prisonniers politiques, a dénoncé des libérations en vertu d'une loi d'amnistie, car «cela signifie une grâce alors qu'il n'y a rien à pardonner, car les prisonniers n'ont commis aucun délit».

Les opposants accusent Daniel Ortega et son épouse et vice-présidente, Rosario Murillo, d'avoir institué une dictature corrompue, tandis que ceux-ci assurent avoir déjoué un coup d'état ourdi avec la complicité de l'Eglise catholique et de Washington.

AFP

Colombie

Des disparues renaissent en poupées aux noms de fleurs

Des poupées de chiffons aux noms de fleurs rendent hommage en Colombie aux vies piétinées par le conflit armé, à des femmes disparues que Paulina Mahecha fait renaître par cette forme d'art-thérapie, qui panse son propre chagrin.

«**G**âce à l'art, la douleur et la tristesse se soignent», explique-t-elle à l'AFP, parmi ses oeuvres qu'elle a confectionnées, puis baptisées.

Rosita, Orquidea, Begonia... chaque poupée de chiffon représente l'un des près de 83.000 disparus qu'a fait cette guerre interne, soit trois fois plus que les dictatures d'Argentine, du Brésil et du Chili réunies.

Paulina a initié sa thérapie après 14 années à rechercher en vain sa fille, Maria Cristina Cobo, horriblement torturée par des paramilitaires d'extrême droite qui disputaient alors le contrôle du sud du pays aux guérilleros. La jeune femme avait 29 ans.

Lorsqu'elle a perdu «l'espoir de retrouver» ne serait-ce que son cadavre, elle a commencé à fabriquer une poupée inspirée de la dernière image qui lui restait de sa fille : en uniforme d'infirmière et enceinte de trois mois. «Quand j'ai terminé et que je l'ai vue si jolie, c'était comme lorsque j'ai mis Cristina au monde», explique cette femme de 65 ans.

Echappées de l'oubli

Se sentant allégée de «la haine et de la rancœur», elle a voulu continuer pour



d'autres familles qui vivent dans l'angoisse du sort réservé à leurs êtres chers, victimes d'un conflit fratricide de plus d'un demi-siècle. Alors, elle parcourt le sud du pays, écoute les histoires des disparues, prends des notes sur leur apparence, puis la nuit, quand le sommeil ne vient pas, elle leur donne forme à partir de

bouts de tissus.

De là, est née l'exposition itinérante «Les Cristinas du conflit», une vingtaine de ses créations qui sillonnent la capitale Bogota, avec le soutien du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

«Nous allons vous montrer à la société,

afin qu'ils voient que vous n'êtes pas oubliées, que vous êtes avec nous», dit Paulina Mahecha à ses poupées.

Ses oeuvres permettent de rendre leur «dignité» à des femmes «tombées dans l'oubli», réduites à des numéros sur des listes. «Là-bas, en zone rouge, personne ne parle par peur (...) alors moi, je parle pour elles», ajoute-t-elle. Elle n'a pas oublié le jour où elle a perdu la trace de son enfant, disparue le 19 avril 2004 entre les municipalités de San José et de Calamar, dans le département du Guaviare.

Crime terrifiant

«Elle a été descendue de force de la voiture, torturée, ses ongles arrachés avec des pinces (...) démembrée et en plus, ils ont joué au foot avec sa tête», dit-elle, tout en serrant la seule de ses poupées qui ne porte pas un nom de fleur, mais celui de sa fille : Cristina.

Chaque détail du martyre est consigné dans les aveux de l'un des paramilitaires, Jorge Miguel Diaz, texte qu'elle conserve soigneusement dans son sac. L'homme a raconté sa version des faits en 2005, lors du processus de démobilisation de ces milices sous le gouvernement du président de droite dure Alvaro Uribe (2002-2010).

Selon lui, les paramilitaires, principaux responsables des disparitions en Colombie, accusaient la jeune femme de collaborer alors avec la guérilla des Farc, qui s'est depuis désarmée après avoir signé la paix en 2016. Malgré les tortures, Cristina a nié jusqu'à son dernier souffle, a-t-il précisé dans sa déposition sous serment.

Du fait de la brutalité de la guerre, Paulina Mahecha pense que n'importe quelle femme peut subir les souffrances de sa fille. Et elle rêve de ne plus avoir «à confectionner d'autres Cristinas, que les Cristinas soient retrouvées et que les mamans puissent enter- rer leurs Cristinas».

AFP

Tokyo

Le Centre de détention ouvre ses portes pour stopper la critique

Le Centre de détention de Tokyo, dans le quartier de Kosuge, rendu célèbre par l'affaire Ghosn, a ouvert lundi ses portes à quelques journalistes étrangers avec l'espoir de faire taire les critiques sur les conditions de vie à l'intérieur.

Une prison sans barreaux aux fenêtres ni mur d'enceinte, des sols qui brillent, des parois immaculées, des cellules propres et des équipements médicaux dernier cri : c'est ici que le magnat de l'automobile Carlos Ghosn, soupçonné de malversations financières a passé plus de 120 jours au total.

L'incarcération en ces lieux de l'ex-puissant patron de l'alliance Renault-Nissan a suscité un déchaînement de critiques mondiales sur la dureté des règles pénitentiaires en vigueur au Japon et sur son système judiciaire qualifié de «justice de l'otage» par laquelle un suspect pourrait être détenu indé-

finiment dans l'attente d'une confession.

«Nous pensons que les conditions de détention sont bonnes», affirme cependant le directeur, Shigeru Takenaka.

Ce site gris, dont les bâtiments modernes ont été achevés en 2012, a une capacité de 3.010 détenus, mais n'est occupé qu'à moins de 60% avec 1.758 occupants.

Leur nombre (2.211 en 2008) a décliné pour se stabiliser depuis 2013 à peu près à ce niveau, explique M. Takenaka.

Hygiène et nutrition

L'ensemble est composé d'un bâtiment principal, en forme de croix, et de diverses constructions alentours, sur un terrain de plus de 150.000 m².

La discipline transpire de partout dans ces lieux aseptisés. Sans les serrures sur les portes le long de couloirs sans âme, les gar-

diens en tenue et quelques autres indices, on se croirait davantage dans un hôpital que dans une prison peuplée à 90% d'hommes, de quelque 40 nationalités.

Les détenus sont encadrés par un règlement extrêmement strict que plus de 800 employés font respecter, mais l'hygiène y semble impeccable: aucune saleté ni odeur nulle part.

«Les menus sont préparés par des nutritionnistes, ils sont équilibrés», ajoute le directeur en présentant des plateaux d'échantillons. Autour du bol de riz central (l'équivalent du pain pour un Occidental), il y a un plat principal avec quelques légumes et du poisson ou de la viande, ainsi qu'une soupe, ce trois fois par jour. La quantité peut cependant sembler juste pour des personnes dans la force de l'âge (84% des occupants ont entre 20 et 59 ans).

«Ceux qui ont des corpulences importantes ou travaillent ont droit à des portions plus grandes», insiste M. Takenaka pour qui les critiques venues de l'étranger sur la nourriture apparaissent difficilement compréhensibles.

Les détenus ou leur visiteurs peuvent acheter des friandises, des magazines et quelques autres produits dans une petite épicerie à l'intérieur de l'immeuble.

Savant équilibre

Ici pas de violence, selon lui, peu de disputes entre détenus, même ceux qui occupent les 200 cellules collectives (22,5 m² pour 6), moins nombreuses que les 1.800 cellules individuelles (6,5 m² ou plus spacieuses avec un lit au lieu d'un futon).

Ces espaces réduits mais bien entrete-

nus, au sol recouvert de tatamis, disposent d'une ou deux fenêtres. Elles donnent sur un chemin de ronde sous un puits de lumière. Il n'y a pas de barreaux, mais la vue extérieure se limite à un mur de béton.

Un WC, un lavabo, une étagère, un futon à déplier pour dormir, une petite table et une sorte de paravent, l'équipement est spartiate. «Tout est conçu pour éviter les tentatives de suicide, par exemple l'étagère fixée au mur est courbée pour ne pas donner prise à y accrocher quelque chose, les robinets du lavabo sont remplacés par des boutons», détaille M. Takenaka.

L'espace de douche, à l'écart des cellules et que les détenus peuvent utiliser à tour de rôle deux ou trois fois par semaine, ressemble à celui d'un hôtel japonais moyen, avec une douche et une baignoire. Là aussi, aucune saleté apparente.

Des cellules à quasi ciel ouvert sont prévues pour permettre aux détenus de faire quelque 30 minutes d'exercice par jour s'ils le souhaitent.

Neuf médecins et des infirmières se relaient 24H/24, bénéficiant d'équipements de pointe en apparence flambant neufs. Mais pour M. Takenaka, qui ne commente pas les aspects psychologiques, sur le plan physique, vivre en prison est sans doute pire ailleurs et les règles imposées à Kosuge tiennent compte d'un savant équilibre: «il faut que ce soit bien mais pas trop afin que les conditions de vie dans cette maison de détention ne soient pas meilleures que celles de personnes subsistant à l'extérieur avec les minima sociaux, sans quoi des voix s'élèveraient pour protester», souligne le directeur.

AFP

Ukraine

Six morts dans l'incendie d'un hôpital psychiatrique

Six personnes ont trouvé la mort lundi soir dans l'incendie d'un hôpital psychiatrique à Odessa, dans le sud-ouest de l'Ukraine, ont annoncé mardi les autorités. «En tout, six personnes sont mortes et quatre ont été hospitalisées», a indiqué mardi dans un communiqué le service ukrainien des Situations d'urgence. Neuf autres personnes ont été sorties indemnes du bâtiment, précise le communiqué. Selon la même source, le feu s'est déclenché en fin de soirée dans ce bâtiment d'un étage, pour des raisons qui n'ont pas encore été identifiées. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déploré une «tragédie horrible» et ordonné au Premier ministre Volodymyr Groïsmann de créer une commission gouvernementale chargée d'enquêter sur l'incendie. «Les raisons vont être établies. Je présente mes condoléances aux familles et aux proches des victimes», a-t-il écrit sur Twitter. Les incendies aux bilans meurtriers ne sont pas rares en Ukraine et dans plusieurs autres ex-républiques soviétiques en raison d'infrastructures vétustes et du laxisme en matière de sécurité.

H. L.

Réduction de gaz à effet de serre

L'Algérie dans une situation avantageuse

Les efforts de l'Algérie pour encourager la consommation d'énergie propre, comme le gaz naturel, lui ont permis de jouir d'une situation "avantageuse" en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de pollution, a affirmé, lundi à Alger, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab.



"C'est possible ensemble".

Elle tend aussi à évaluer les efforts consentis, qui demeurent "insuffisants", pour pallier les impacts négatifs directs et indirects de la pollution de l'air sur la dégradation du cadre de vie du citoyen.

R. N.

Une stratégie nationale pour l'exploitation durable des produits forestiers

■ Une stratégie nationale pour la création de micro-entreprises, dans le cadre d'une exploitation durable des produits forestiers non ligneux (Pfnl), est en préparation, ont indiqué, lundi à Alger, les responsables de la direction générale des forêts (DGF).

Lors d'un point de presse tenu en marge d'un atelier national de planification du projet de valorisation de la filière des produits forestiers non ligneux (Pfnl), organisé en coopération avec la l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la directrice nationale du programme Pfnl auprès de la DGF, Khadra Achour, a expliqué que l'objectif de ce projet est de valoriser et de préserver une ressource qui est aujourd'hui "mal et sous-exploitée" dans le cadre informel. Pour ce faire, elle a recommandé de formaliser la filière Pfnl, notamment avec l'encadrement et la formation des populations vivant près des domaines forestiers pour la création de micro-entreprises capable de contribuer à la préservation des sources souvent fragiles.

Les Pfnl sont définis par l'ensemble des biens, autres que le bois, produits par la forêt et capables de générer de la richesse animale ou végétale.

D'une durée de trois jours, cet atelier comprend la présentation par des consultants nationaux et internationaux de trois études concernant l'aspect technique, l'aspect social, ainsi que l'aspect économique des Pfnl. Dans ce cadre, quatre wilayas pilotes ont été sélectionnées selon leur potentiel : Blida, Constantine, Khenchela et Mostaganem.

Selon les organisateurs de l'atelier, le choix s'est porté sur trois produits du fait de la maîtrise de leur localisation. Le pin pignon, présent principalement dans les wilayas de Constantine et de Mostaganem, le romarin à Khenchela et le caroubier à Mostaganem et Blida.

Présent à cet atelier, un consultant de la DGF, M. Boufaïda, a souligné la nécessité de collecter un maximum d'informations pour évaluer précisément le potentiel à exploiter et permettre ainsi à cette filière de contribuer à la diversification économique des ressources naturelles du pays.

Dans cette optique, le consultant a préconisé l'élaboration et l'application de plans locaux de gestion durables de la ressource forestière et le développement des chaînes de valeur. Ceci d'autant que, selon M. Boufaïda, un nombre restreint de Pfnl est actuellement exploité au niveau national dont la majorité l'est illégalement.

Il a également relevé l'intérêt de donner la priorité aux espèces spontanées, celles déjà présentes sans l'intervention de l'homme, et de tenir compte de la disponibilité de la ressource pour ériger les produits les plus disponibles en priorité.

H. L.

S'exprimant lors d'une journée d'information et d'évaluation sur l'environnement, le ministre a indiqué que l'Algérie entreprend des efforts à travers la mise à disposition d'une énergie propre comme le gaz naturel pour les différents besoins domestiques et industriels, qui la place dans une situation avantageuse en termes d'émissions de GES et de pollution de l'air". L'Algérie, a-t-il dit, a pris, depuis de nombreuses années, différentes mesures pour optimiser la consommation d'énergie et par voie de conséquence réduire les émissions de GES. Ces mesures sont, à la fois d'ordre législatif et réglementaire, mais portent également sur le développement de programmes nationaux d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, a-t-il précisé, rappelant que l'Algérie s'est également

engagée dans le cadre de l'Accord COP 21 de Paris à contribuer par ses propres moyens à l'effort global de réduction des émissions de GES.

Selon le ministre, les différentes actions menées ont permis une réduction considérable des émissions de GES. Ainsi depuis 1973, le taux de "torchage" est passé de 78,6% en 1970 à 8% en 2016.

Ces actions permettraient d'éviter l'émission de 135 millions de tonnes de

CO2 dans les énergies renouvelables et de 193 tonnes de CO2 dans efficacité énergétique. M. Arkab a, en outre, expliqué que les retombées attendues du Programme national des énergies renouvelables sont "importantes" en termes de création d'emplois, d'industrialisation, de développement technologique et d'acquisition de savoir-faire, contribuant ainsi au développement

socio-économique du pays.

Une des retombées énergétiques "majeures" de ce programme réside, a-t-il dit, dans l'économie de quelque 300 milliards de m3 de gaz, soit un volume additionnel à nos réserves, ou l'équivalent de 7 à 8 années de consommation nationale actuelle de gaz.

Organisée par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, la journée d'information et d'évaluation sur l'environnement d'Alger, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin de chaque année.

Cette rencontre vise à mettre en évidence l'intégration de la dimension environnementale au niveau des secteurs de la santé, des transports et de l'eau qui sera matérialisée par le lancement d'une campagne intersectorielle de sensibilisation sous le slogan

Une journée d'information et d'évaluation sur l'environnement

Une journée d'information et d'évaluation sur l'environnement, a été organisée lundi à Alger, par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin de chaque année.

Selon les organisateurs, cette rencontre vise à mettre en évidence l'intégration de la dimension environnementale au niveau des secteurs de la santé, des transports et de l'eau qui sera matérialisée par le lancement d'une campagne intersectorielle de sensibilisation sous le slogan "C'est possible ensemble". Elle tend aussi à évaluer les efforts consentis, qui demeurent "insuffisants", pour pallier les impacts négatifs directs et indirects de la pollution de l'air sur la dégradation du cadre de vie du citoyen.

Plusieurs communications seront présentées au cours de cette rencontre sur la thématique de la qualité de l'air et de son impact sur la santé publique. Ces communications permettent aussi de faire connaître les efforts consentis par les secteurs de l'énergie et des transports en matière de recours aux éner-

gies renouvelables et de reconversion des véhicules au GPL.

La journée sera clôturée par une série de recommandations permettant une meilleure prise en charge de la pollution de l'air, dont la lutte nécessite des actions intersectorielles. En marge de cet événement, d'autres activités sont organisées à l'échelle nationale, dont une campagne de sensibilisation menée au niveau des stations services pour la reconversion des véhicules au GPL.

A Alger, une journée de sensibilisation sur les enjeux environnementaux, liés à la pollution de l'air, est en cours au niveau de la grande surface Ardis, ainsi qu'une exposition en plein air sur cette même thématique à la Grande-Poste. Présidés par le ministre l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati, les travaux de la rencontre ont été ouverts en présence du ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, le ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, le ministre des Ressources en eau, Ali Hammam, le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, le ministre de la Santé, de la Population et de la

Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui. L'événement a regroupé aussi les institutions et les entreprises concernées par les questions environnementales, mais aussi les universitaires, les représentants de la société civile, ainsi que des institutions étrangères de coopération.

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée le 5 juin de chaque année avec un slogan arrêté par le secrétariat du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) qui soulève régulièrement les questions essentielles de la protection de l'environnement et ses conséquences sur la qualité de vie des populations.

Pour cette année 2019, le thème de la Journée mondiale de l'environnement a été consacré à "la pollution de l'air", devenue désormais un problème mondial majeur affectant essentiellement la santé publique.

En effet, neuf personnes sur 10 dans le monde sont exposées à des niveaux de polluants atmosphériques supérieurs aux niveaux de sécurité de l'Organisation mondiale de la santé.

Bilal L.

PAROLES DE FEMMES

«Comme la majorité des femmes, je suis plus forte que je n'en ai l'air.»

Eva Peron



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La patience a beaucoup plus de pouvoir que la force.»
Plutarque

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

Meghan Markle, possessive et exclusive avec Archie, aurait refusé que sa mère Doria s'en occupe

Alors que Meghan Markle et le prince Harry ont donné naissance à leur premier enfant, le petit Archie, le 6 mai dernier, les désaccords dans la famille semblent être vite réapparus. En effet, la mère de Meghan n'aurait pas le droit de s'occuper de son petit-fils...

Alors qu'on s'attendait à ce que la mère de la duchesse de Sussex, Doria Ragland, reste à Frogmore Cottage pour aider les nouveaux parents, cela n'aurait pas été le cas... La grand-mère d'Archie serait rentrée chez elle, aux Etats-Unis, quelques jours seulement après la naissance du royal Baby tant attendu?! Pourquoi aurait-elle quitté sa fille et son petit-fils aussi rapidement?? Selon une source royale, qui s'est confiée au magazine australien New Idea, la mère de Meghan aurait quitté le Royaume-Uni, car elle n'est pas autorisée à s'occuper d'Archie?! La source a déclaré : " Meghan ne laisserait jamais Doria le tenir pendant plus d'une minute, elle court littéralement sous la douche et ressort tout de suite après pour le reprendre?! " On imagine bien que cette attitude surprotectrice (Meghan ne refuse rien à son petit Archie?!) a dû agacer Doria...

Le couple ayant un emploi du temps très chargé et beaucoup d'engagements à honorer, on imagine qu'il engagera bientôt une nounou pour s'occuper de bébé Archie. Si on ne sait pas s'ils ont déjà choisi celle (ou celui) qui s'occupera du royal Baby, il serait possible que le couple casse, encore une fois, les traditions. Victoria Howard, journaliste experte dans la famille royale, estime que le couple royal choisira une nounou " non traditionnelle ", éventuellement recommandée par des " amis d'Hollywood ". Une manière de se distinguer, encore une fois, du couple Kate et William ?

Si Harry est retourné au travail le lendemain de la présentation du royal baby à la presse, Meghan Markle, elle, s'est accordé six. Après avoir fait une apparition au Trooping the Colour le samedi 8 juin, il lui resterait donc moins de deux semaines pour choisir qui s'occupera de son fils adoré pendant son absence...



GROSSESSE :

Les nausées sont un signe de bonne santé du bébé

Les nausées matinales sont loin d'enchanter les futures mamans. Pourtant, elles seraient un signe de bonne santé et d'intelligence du bébé à naître.

Les futures mères qui souffrent de nausées pendant leur grossesse donnent naissance à des bébés en meilleure santé, plus intelligents et courent moins de risques de fausse-couche et d'accouchement prématuré, selon une étude canadienne.

Réalisés au sein de l'hôpital pour enfants de Toronto, ces travaux révèlent que les enfants dont les mères ont vécu des nausées matinales développent moins de malformations congénitales pendant leur développement in utero. D'après les résultats de tests non verbaux, ces bébés obtiennent également des meilleures notes que ceux nés de mères n'ayant pas eu de maux de cœur.

Des niveaux hormonaux élevés

Les chercheurs ont analysé 10 études menées à travers cinq pays entre 1992 et 2012 sur près de 850 000 femmes enceintes pour arriver à ces résultats, publiés par la revue

Reproductive Toxicology. Les causes du lien entre nausées de la mère et bonne santé du bébé sont difficiles à établir, expliquent-ils, mais ils avancent une hypothèse selon laquelle les niveaux hormonaux élevés aideraient le bébé, tout en provoquant les nausées, qui touchent

près de 80% des femmes.

Les femmes qui n'en souffrent pas auraient entre trois et 10 fois plus de risques de faire une fausse-couche dans le premier trimestre de leur grossesse, précise le journal *The Daily Telegraph*. «Notre analyse indique qu'il est

logique de rassurer les femmes qui ont des nausées car, dans la majorité des cas, leur symptômes peuvent conférer un pronostic foetal favorable pour leurs bébés à naître», conclut l'auteur principal de l'étude, Gideon Koren, cité par le quotidien britannique.

FLEUR D'ORANGER, L'EAU CALMANTE

Très douce, l'eau de fleur d'oranger est une eau «active» qui stimule l'éclat cutané. Rafrâchissante, elle est aussi multi-usage, donc très utile sous le soleil.

Son délicieux parfum Méditerranéen nous plonge illico en vacances. Légèrement sucrée et très ensoleillée, la fleur d'oranger distille son odeur depuis le bigaradier, un petit arbuste, sur lequel elle pousse dans les pays du sud de l'Europe et surtout en

Espagne, en Italie et au Maroc. «Comme toutes les eaux florales, l'eau de fleur d'oranger est obtenue par distillation à la vapeur d'eau», explique Didier Thevenin, directeur de la formation chez Melvita. En passant au travers de la fleur, la vapeur «capte» certaines de ses molécules volatiles.

Lorsqu'elle se refroidit et se condense pour revenir à l'état liquide, la vapeur se sépare alors en deux phases : en surface la phase grasse, l'huile essentielle, et au fond, la phase aqueuse, l'eau florale qui contient les molécules olfactives de la plante et une infime partie de son huile essentielle. Ce qui donne à l'eau de fleur d'oranger toutes ses vertus calmantes et régénérantes, précieuses dans des soins pour le

visage comme pour le corps. Et si on trouve l'eau de fleur d'oranger souvent dans des petites bouteilles bleues, c'était, à l'origine, pour la distinguer des médicaments, que les herboristes stockaient dans des fioles marron. Aujourd'hui, on sait que ce bleu réfléchit les rayons UV, ce qui permet de mettre l'eau florale, très fragile, à l'abri de l'intensité lumineuse, et donc de préserver ses qualités.

Un tonifiant naturel pour la peau

L'eau de fleur d'oranger réveille l'épiderme et le tonifie. Adoucissante, elle permet de rééquilibrer les peaux sèches, de les rendre plus souples et éclatantes. Elle préviendrait même

les démangeaisons des peaux sensibles. Elle peut s'utiliser pure directement sur la peau, contrairement à l'huile essentielle trop puissante.

Un stimulant pour les cheveux et les ongles

En plus de cet effet adoucissant de l'épiderme, les laboratoires Melvita viennent de démontrer l'affinité de l'eau de fleur d'oranger avec la fibre capillaire : «Elle stimulerait une vingtaine de gènes, responsables de la bonne santé des cheveux et impliqués dans la constitution des fibres capillaires», poursuit Didier Thevenin. «Elle favoriserait même la repousse des ongles.»



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

JS Kabylie

Mellal décidé à renforcer l'effectif

Kenya
Le défenseur Brian Mandela déclare forfait

■ Le défenseur international kényan de Martizburg United (Div.1 sud-africaine) Brian Mandela, blessé lundi au genou, a déclaré forfait pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet), a annoncé la Fédération kényane (FKF) sur son site officiel. Le joueur âgé de 24 ans s'est blessé lors de la séance d'entraînement effectuée dans la matinée au Centre national de Rugby à Marcoussis (France), et ne sera pas rétabli à temps, précise la même source. «Brian est l'un de nos joueurs importants et ne sera pas disponible pour la CAN-2019. Nous devons trouver une solution», a regretté le sélectionneur français des «Harambee Stars», Sébastien Migné. A la CAN-2019, le Kenya, qui effectue son retour sur la scène continentale après 15 ans d'absence, évoluera dans le groupe C, basé au Caire, avec l'Algérie, le Sénégal et la Tanzanie. «Le défenseur Musa Mohammed (Nkana FC/Zambie, ndlr) a également pris un coup lors du match amical face à Madagascar (1-0). Nous ne pouvons pas prendre de risque avec lui face à la RD Congo, mais il pourrait être disponible pour la CAN-2019», a-t-il ajouté. Pour leur dernier test amical, les Kényans affronteront samedi prochain la RD Congo à Madrid, avant de rallier Le Caire le 19 juin pour prendre part au tournoi africain.

Jeux Africains 2020/

Football (Dames)

L'EN versé dans le groupe A

■ L'équipe nationale féminine de football évoluera dans le groupe A, en compagnie notamment du Maroc (pays organisateur), au tournoi football des Jeux africains 2019 prévus à Rabat (19-31 août), selon le tirage au sort effectué au siège de la Confédération africaine de football au Caire. Outre le Maroc, l'Algérie affrontera également le Mali et la Guinée équatoriale. Le groupe B est composé, quant à lui, du Cameroun, de la Zambie, de l'Afrique du Sud, et du Nigeria. Les Algériennes entreront en lice le 17 août face au Maroc au stade Boubker Ammar à Salé (17h00), avant de défier le Mali le 20 août au même stade (17h00), puis la Guinée équatoriale le 23 août au stade de l'Académie Mohamed VI (16h30). Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales prévues le 27 août, alors que le match pour la 3e place et la finale se joueront le 29 août au stade Boubker Ammar à Salé respectivement à 17h00 et 20h00. En l'absence de l'Algérie, le tournoi masculin regroupera également huit nations. Le groupe A est composé du Maroc, de l'Afrique du Sud, le Nigeria, et le Burkina Faso, alors que le groupe B comprend le Sénégal, le Mal, le Burundi, et le Ghana.

Le meneur de jeu de l'USM Bel Abbés, Bounoua, se rapproche d'une probable signature à la JS Kabylie, où il devra parapher un contrat de deux ans, après s'être entendu sur toutes les questions, notamment financière. Les dirigeants de la formation kabyle ont tout fait pour le convaincre d'opter pour leur club et ils lui ont fait comprendre qu'il sera gagnant dans l'affaire, surtout que ce dernier pourra jouer la compétition africaine, avec la participation de la JSK à la Ligue des champions d'Afrique, dont c'est le retour après une longue absence sur la scène africaine. Bounoua sera certainement la troisième recrue après que le club ai pu déjà recruter Banouh de l'ESS et Addadi de l'OM. Ces derniers disposent de l'expérience requise et devrait pouvoir aider le club qui jouera sur

plusieurs fronts la saison prochaine, avec le championnat et la Ligue des champions d'Afrique. Le président Cherif Mellal ne compte pas s'arrêter là et devrait continuer l'opération recrutement en ramenant des éléments capables d'apporter le plus attendu d'eux pour continuer à jouer les premiers rôles la saison prochaine et renouer avec les titres après deux années très difficiles, la saison passée et celle d'avant où l'équipe se contentait de jouer le maintien en Ligue 1 et avait même frôlé la relégation, surtout la saison dernière. Par ailleurs, Mellal compte cibler aussi un autre joueur de l'USMBA, à savoir, Thabti qui pourrait, lui aussi, rejoindre la JSK, surtout que ce dernier qu'il pourra réaliser son rêve de jouer pour un grand club où la stabilité n'est pas un simple mot. On apprend aussi que le latéral gauche,

Haddouche, qui vient de rompre son contrat avec le MC Alger devrait lui aussi rejoindre l'équipe, sachant qu'il souhaite se relancer en jouant pour un club ambitieux. L'essentiel est que les Canaris sont décidés à bien se renforcer pour aller loin en Coupe d'Afrique.

Imad M.

Tennis de table

Championnat national inter-ligues jeunes du 13 au 15 juin à Mostaganem

■ Le championnat national inter-ligues (jeunes catégories) de tennis de table aura lieu du 13 au 15 juin à la salle omnisports de Mazagan, dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris lundi des organisateurs. Cette compétition de trois jours, organisée par la ligue de wilaya de Mostaganem, verra la participation de plus de 300 jeunes pongistes représentant 17 ligues de wilayas du pays. La première et deuxième journées de la compétition seront consacrées aux éliminatoires en individuel, double et par équipes filles et garçons en benjamins, minimes, cadets et juniors. Les finales auront lieu samedi, a-t-on précisé de même source.

Nottingham Forest
Soudani en route pour l'Olympiakos ?

■ Le président du club anglais de Nottingham Forest, Evangelos Marinakis, où évolue l'international algérien, Hilal Soudani, serait en train de réfléchir à un transfert de l'ancien buteur de l'ASO Chlef en direction de l'autre club dont il est propriétaire, l'Olympiakos, selon une information relayée par la presse anglaise.

Le dirigeant grec veut dégager une enveloppe financière pour le coach du club de Championship, Martin O'Neill, lors de ce Mercato d'été et il aurait choisi quelques joueurs de l'effectif à transférer vers l'Olympiakos.

L'attaquant de 31 ans est arrivé en Angleterre la saison passée, il n'aura pas réussi à s'imposer à cause de blessures à répétitions. Hilal Soudani a été contraint de déclarer forfait très tôt lors de l'exercice sportif écoulé.

DZfoot.com

MC Oran

Karaouzane Nacereddine nouveau président

■ Karaouzane Nacereddine, un homme d'affaires oranais, a été désigné lundi nouveau président du Conseil d'administration du MC Oran, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Il succède à Ahmed Belhadji dit «Baba», qui a démissionné de son poste en début de semaine dernière après cinq ans de règne aux commandes du club phare de la capitale de l'Ouest du pays. La nomination du nouveau patron des «Hamraoua» a été faite lors d'une assemblée générale des actionnaires de la société sportive par actions (SSPA) du MCO, tenue dans l'un des hôtels d'Oran et à laquelle a pris part un représentant de l'entreprise «Hyproc», pressentie pour racheter la majorité des parts de la SSPA, ainsi que d'anciens joueurs, à l'image de Cherif El Ouezzani Si Tahar et Redouane Benzerga. Au cours de cette AG, il a été également décidé de composer un nouveau conseil d'administration formé, d'outre Kara Ouezzane, de Youcef Djebari, Tayeb Mahiaoui, Nacereddine Bessadjrani, Réda Acimi et Redouane Benzerga. La veille de cette AG, Kara Ouezzane, qui ne faisait pas partie jusque-là des actionnaires, avait affiché ses ambitions de monter une «grande équipe», mais a exigé de devenir l'actionnaire majoritaire de la SSPA, un statut que détient actuellement Djebbari. Il a fini toutefois par racheter les actions de Larbi Abdelillah, apprend-on du Conseil d'administration. Par ailleurs, la nouvelle équipe dirigeante a proposé à Cherif El Ouezzani le poste de manager général, mais l'ancien international algérien a décliné l'offre, souligne-t-on de même source. Cherif El Ouezzani serait intéressé par le poste d'entraîneur, selon le nouveau président.

Challenge international d'athlétisme des Aurès

Plusieurs records battus

■ L'édition 2019 du challenge international des Aurès, clôturée dimanche dans la soirée au terme de deux jours de compétition a connu une participation de qualité et la pulvérisation de plusieurs records, a indiqué lundi le directeur des compétitions à la direction de wilaya d'athlétisme, Hakim Leghouil. Ce meeting sportif qui a connu la participation de 300 athlètes dont 7 tunisiens et 4 marocains a vu la pulvérisation du record du challenge des 400 mètres par Slimane Moula de Tizi Ouzou (médaille de bronze des U23 aux jeux méditerranéens 2018 en France) qui a réalisé un chrono de 46 sec 62. Deuxième, Mohamed Ali Gouaned (vice-cham-

pion olympique des jeunes des 800 à Buenos Aires en 2018) a pulvérisé le record national des U18 avec 47 sec 29, a ajouté Leghouil. Les coureurs Chayma Benadji (Biskra), Waïl Berahli (Jijel) et Souhil Abderrahmane (Batna) ont réalisé des performances dans la catégorie des cadets les qualifiant pour le championnat arabe prévu au 4 au 7 juillet en Tunisie dans les épreuves respectives du triple saut et des 800 mètres. La course des 110 mètres haies messieurs a été remportée par Amine Bouanani (Bejaia) et celle 100 mètres haies dames à Meroua Salmi (Alger). La première place de l'épreuve des 100 mètres a été arrachée par

Driss Laaradi (Alger) chez les messieurs et par Moeriem Boulehssa (Alger) chez les dames. La course des 800 mètres dames est revenue à la tunisienne Soumia Boussaïd chez les dames et à Abderzak Khelili (Alger) chez les messieurs, selon encore la même source. L'édition 2019 du challenge a enregistré également de bonnes performances dans les diverses épreuves de lancer du javelot, de saut en longueur, de triple saut et de lancer du disque, a relevé M. Leghouil qui a estimé que ces réalisations ont été favorisées par la piste athlétique du complexe 1er novembre 1954 qui est l'une des meilleures à l'échelle nationale.

Mali

L'Algérie condamne avec «force» le massacre perpétré contre des citoyens

L'Algérie a condamné hier, avec «force» le terrible massacre perpétré contre des citoyens maliens dans le village de Sobane-Kou, dans le Centre du Mali, tout en appelant tous les acteurs à oeuvrer pour mettre rapidement un terme à cette escalade de violence, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. L'Algérie condamne «avec force le terrible massacre perpétré contre de paisibles citoyens maliens dans le village de Sobane-Kou, dans le Centre du Mali, présente ses condoléances aux familles des victimes et exprime sa solidarité avec le peuple et le gouvernement du Mali», précise la même source. «L'Algérie regrette et déplore la répétition des actes de violence contre les communautés rurales paisibles et appelle tous les acteurs en présence à oeuvrer pour mettre rapidement un terme à cette escalade de violence qui compromet le bon déroulement du processus de réconciliation nationale dans ce pays frère et voisin», conclut le MAE.

R. N.

Oran

Démantèlement d'un réseau international de trafic de drogue

Les services de la Gendarmerie nationale à Oran ont réussi, la semaine dernière, à démanteler un réseau international de trafic de drogue composé de neuf éléments et ont saisi 47,3 kg de kif traité et des sommes d'argent en monnaie nationale et en devises, a-t-on appris lundi de ce corps de sécurité. Les faits de cette affaire remontent au 5 juin où exploitant des informations qui lui sont parvenues, la katiba territoriale de la Gendarmerie nationale d'Arzew a mis en oeuvre un plan en collaboration avec des éléments de l'Armée nationale populaire ANP (2^e Région militaire) en localisant et interceptant le véhicule signalé transportant de la drogue de Mostaganem vers Oran. La fouille du véhicule a permis de découvrir 5,4 kg de kif traité et l'arrestation de quatre éléments, a-t-on indiqué. Avec l'extension de la compétence vers la wilaya de Mostaganem, le restant des éléments du réseau (cinq) ont été arrêtés, en plus de la saisie de 41,9 kg de kif traité qui étaient dissimulés dans une chambre dans le garage d'un suspect. Des sommes de plus de 1 350 000 DA, de 10 760 euros et de 150 dollars ont été saisies en plus de six véhicules et des armes blanches, a-t-on encore fait savoir. Les prévenus dont un ressortissant africain ont été présentés devant la justice, selon la même source.

K. O.

Russie

Trois morts dans une explosion sur un pétrolier au Caucase

Au moins trois personnes ont été tuées et trois autres ont été hospitalisées dans une explosion survenue hier, sur un pétrolier dans le port de la ville russe de Makhatchkala, dans le Caucase, ont rapporté des médias locaux. L'explosion s'est produite sur un pétrolier stationné dans le port de Makhatchkala, ville du Caucase russe, a annoncé à Sputnik l'agence fédérale russe des transports maritimes et fluviaux. «Trois personnes ont été tuées et trois autres blessées. Les victimes étaient des matelots en service», ont précisé les autorités locales. Toujours selon l'agence, aucune fuite de pétrole n'a été enregistrée, alors que parmi les trois blessés hospitalisés, le pronostic de l'un d'entre eux est engagé. Son corps a été brûlé à 95%, a indiqué le ministère de la Santé, ajoutant que les autres sont dans un état «moyennement grave».

R. I.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

LES PARKINGUEURS SONT DE RETOUR



Khenchela

Saisie de poudre à canon et de cartouches



Pas moins de 6 kg de poudre à canon, de 673 cartouches à munitions réelles et un montant dépassant 2,5 millions de DA ont été saisis par les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (Bmpj) de Chechar relevant de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris hier, auprès de la cellule de la communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été réalisée suite à des informations parvenues aux services de la même brigade selon lesquelles une personne âgée de 40 ans, originaire de Khenchela, serait impliquée dans la commercialisation illégale de poudre à canon et de munitions réelles de type 5, a

indiqué la même source.

Les investigations engagées par les services de la brigade mobile de la police judiciaire de la commune de Chechar ont permis l'arrestation du suspect. La perquisition de son domicile situé à la cité El Badr, relevant de la même commune, a permis la saisie de 6 kg de poudre à canon, 466 cartouches de 16 mm remplies de poudre à canon en plus de 207 cartouches vides et de matériels servant à remplir les cartouches et à nettoyer les armes, a-t-on signalé. Les enquêteurs ont également saisi 2,5 millions de DA dans un sac minutieusement dissimulé et une autre somme de 56 000 DA découverte au domicile du mis en cause,

selon la même source. Une fois les procédures d'enquête finalisées, un dossier pénal a été établi à l'encontre du suspect pour trafic illicite de munitions réelles de type 5 et de la poudre à canon, qui a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Chechar, qui a transmis le dossier au juge d'instruction du même tribunal, ajoute la même source. Un mandat d'arrêt a été prononcé à l'encontre du mis en cause, incarcéré à l'établissement pénitentiaire de Khenchela pour fabrication et commercialisation de munitions de type 5 sans autorisation des services compétents, a-t-on souligné de même source.

H. T.

Mascara

Deux individus arrêtés en possession de faux billets

Deux individus en possession d'un total de 86 coupures de faux billets de banque de 1000 DA ont été arrêtés dans la wilaya de Mascara, indique lundi un communiqué de la Gendarmerie nationale.

Agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Tighennif ont interpellé deux personnes âgées de 37 et 50 ans, en possession de sept faux billets de banque en coupures de 1000 DA, précise la même source, ajoutant que la poursuite de l'enquête a permis de saisir au domicile d'un des mis en cause 79 autres faux billets de banque en coupures de 1000 DA.

Dans la wilaya d'Oran, les éléments de la Gendarmerie nationale ont récupéré 19,2 kg de kif traité au niveau du village de Sidi

Bachir dans la commune de Bir El Djir, alors qu'à Tlemcen la brigade de la Gendarmerie de Remchi a interpellé un individu (31 ans), à bord d'une camionnette frigorifique, transportant 3,85 quintaux de viande de volaille, sans facture ni certificat de vétérinaire.

Dans la wilaya de M'sila, la brigade de Benzouh a également interpellé un individu qui transportait à bord d'un camion semi-remorque, 190 quintaux de farine, sans registre de commerce ni facture.

Toujours dans la même wilaya, la brigade de Aïn El Melh a interpellé une personne (23 ans) et saisi dans son abattoir, érigé clandestinement, 20 quintaux de viande de volaille impropre à la consommation, selon la même source.

T. B.

ACTU...

Annaba

Arrestation de l'auteur de l'agression mortelle d'un gendarme

L'auteur présumé de l'agression mortelle d'un gendarme survenue samedi à Tébessa a été arrêté lundi après-midi à Annaba, a-t-on appris auprès de la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

Le mis en cause a été appréhendé par les enquêteurs de la Gendarmerie nationale à la plage Saint Cloud avec un groupe de jeunes supposé préparer une opération d'immigration clandestine, a indiqué la même source, précisant que le mis en cause, âgé de 30 ans est originaire de Tébessa.

L'individu, un repris de justice, a été transféré au groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Tébessa, a-t-on noté.

Samedi soir, le jeune N. S., 22 ans, gendarme de son état, originaire de la wilaya de Chlef avait été mortellement poignardé au quartier Bab Ziyatin, au centre-ville de Tébessa par un groupe de trois malfaiteurs qui avaient agressé la victime et lui avaient subtilisé son téléphone portable et une somme d'argent.

Les deux complices du principal suspect ont été arrêtés à Tébessa dans les heures qui ont suivi l'agression.

K. B.

Tissemsilt

12 blessés dans une collision entre un camion et un bus

Douze personnes ont été blessées, hier, suite à une collision entre un camion et un bus de transport des voyageurs desservant sur la ligne du village Béni Meida-Tissemsilt, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

Les secouristes de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les blessés de cet accident, survenu au rond-point Aïn Laura, à l'entrée ouest de Tissemsilt, vers les urgences de l'établissement public hospitalier du chef-lieu de wilaya.

L'état des victimes, âgées de 6 à 69 ans, se trouvant à bord du bus est hors de danger, a-t-on assuré de même source, ajoutant qu'elles devraient quitter l'hôpital dans les prochaines heures après avoir reçu les soins nécessaires. Les services de la Sûreté de wilaya ont ouvert une enquête sur cet accident de la circulation.

H. O.

Lakhdaria (Bouira)

Un jeune homme tué à coup de poignard

Un jeune homme âgé de 25 ans a été poignardé à mort suite à une rixe avec son voisin survenue au quartier dit Lycée dans la ville de Lakhdaria (ouest de Bouira), a-t-on appris des services de la Gendarmerie nationale. Une rixe, survenue lundi à 23h du soir entre deux jeunes voisins à la cité dite Lycée près du stade de la ville de Lakhdaria, a tourné au drame, lorsqu'un jeune de 25 ans a trouvé la mort suite au coup de poignard qu'il a reçu au niveau des pieds. «La victime a perdu beaucoup de sang et il a rendu l'âme avant son arrivée à l'hôpital de Lakhdaria», ont expliqué les services de la gendarmerie et des témoins.

Selon les mêmes sources qui ignorent toujours l'origine du conflit, l'agresseur a pris la fuite après avoir commis son crime et il est toujours recherché.

Une enquête a été ouverte par les services de la Sûreté de la daïra de Lakhdaria puisque le crime a eu lieu dans le secteur urbain et ce, afin d'éclaircir les causes exactes de ce drame.

K. B.